

MINISTRE DES FINANCES

**Plus de 65,5 mds de Da
affectés à la lutte
contre la Covid-19**

P3

INCIDENCE DE LA COVID-19
SUR L'ÉCONOMIE

**Installation
de la commission
d'évaluation**

P2

KHEIREDDINE ZETCHI
(PRÉSIDENT DE LA FAF)

**"C'est difficile
de reprendre le
championnat"**

P11



ABDELAZIZ DJERAD (PREMIER MINISTRE)

L'Algérie fait face à une situation économique difficile

P3



Régions

MOSTAGANEM
(STATION "ECHOUACHI")
**Arrêt de la diffusion
analogique terrestre**

P6

EL OUED
**Levée du
confinement
dans quatre
communes**

P6

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

601 nouveaux cas et 11 décès en 24 h

P3

FORCES AÉRIENNES

**Le général major Mahmoud Laraba
nouveau commandant**

P2

PORT DE MOSTAGANEM

**Exportation de plus de 30 000 tonnes
de rond à béton**

P5

Tunisie

**"Machrou
Tounes" propose
un gouvernement
de compétences
indépendantes**

P9



Brèves

EMPLOI

L'engagement du gouvernement

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, hier à Alger, que le Gouvernement s'engageait à protéger les postes d'emploi et les capacités de production nationale, à travers la protection des travailleurs et des entreprises publiques et privées, en cette conjoncture difficile induite par la crise sanitaire et les incidences socio-économiques qui en découlent.

"Le Gouvernement veille à s'acquitter pleinement de son rôle dans la lutte contre cette pandémie et réaffirme son engagement à protéger les postes d'emploi et les capacités de production nationale, à travers la protection des travailleurs et des entreprises publiques et privées, en cette conjoncture difficile", a déclaré M. Djerad dans son allocution d'ouverture des travaux de la réunion du Gouvernement avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques visant la mise en place d'une commission de sauvegarde chargée d'évaluer les incidences causées par la pandémie du nouveau Coronavirus sur l'économie nationale.

Le Premier ministre a réitéré "l'engagement du président de la République à garantir l'équité totale dans le soutien aux entreprises et aux travailleurs en difficulté, que ce soit entreprises publiques ou privées". "Nous devons faire face à ce danger dans l'union et la solidarité en vue de préserver les postes d'emploi et de soutenir le secteur économique public et privé", a-t-il soutenu. "Notre mission, en tant que travailleurs, patronat et membres du Gouvernement, consiste dans le cadre de cette commission, à évaluer les incidences de la pandémie de la COVID-19, tant sur le plan économique que social, à déboucher sur des recommandations adéquates et à prendre les décisions complémentaires nécessaires pour protéger l'emploi et les capacités de production, fortement impactés par la plus grave crise sanitaire que notre pays a connue depuis l'indépendance".

R.N.

FORCES AÉRIENNES

Le général major Mahmoud Laraba nouveau commandant

Le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée, Saïd Chanegrîha, a procédé hier à l'installation du général-major Mahmoud Laraba dans les fonctions de commandant des forces aériennes. Ce dernier succède au général-major Hamid Boumaïza, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Après la signature du procès-verbal de passation du pouvoir, Saïd Chanegrîha a prononcé une allocution dans laquelle il a rappelé la nécessité d'accorder un intérêt particulier à la motivation de la ressource humaine. « Le Commandant perspicace doit savoir comment valoriser le travail et les efforts de ses subordonnés, il doit veiller à ne pas les priver de leurs droits matériels et moraux, les motiver et les encourager à redoubler d'effort. Il doit également savoir comment cultiver en eux l'esprit d'initiative et de compétition honorable. C'est la conclusion que j'ai pu tirer de mon expérience de commandement sur le terrain des unités de combat », a indiqué le général de corps d'armée.

Saïd Chanegrîha a, en outre, salué les récents succès des forces aériennes, dont les opérations d'acheminement des équipements médicaux depuis la Chine ainsi que le rapatriement des restes mortuaires des Chouhada des résistances populaires contre l'occupation française.

R.N.

INCIDENCE DE LA COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE

Installation de la commission d'évaluation

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé hier à l'installation de la Commission de sauvegarde chargée d'évaluer les incidences causées par la pandémie du nouveau Coronavirus (COVID-19) sur l'économie nationale.



La cérémonie d'installation a eu lieu au terme des travaux de la réunion du Premier ministre avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qu'il avait adressées, lors du Conseil des ministres du dimanche 12 juillet, au Premier ministre à l'effet de mettre en place et de présider une commission de sauvegarde qui aura pour objectif d'évaluer les incidences causées par la pandémie du Coronavirus (COVID-19) sur l'économie nationale. Le Premier

ministre a procédé également à l'installation d'un groupe de travail chargé d'élaborer le rapport qui sera présenté d'abord au Conseil du Gouvernement le 22 juillet et ensuite en tant que premier point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil des ministres prévue le 26 juillet en cours. Le groupe de travail chargé d'élaborer le rapport est composé du président du Conseil national économique et social (CNES), Reda Tir, en sa qualité de président du groupe, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la prospective, Mohamed Cherif Benmihoub, en

sa qualité de rapporteur ainsi que des représentants des ministères des Finances, de l'Industrie, de l'Agriculture et du Développement rural, de l'Habitat et de l'Urbanisme, du Commerce, des Travaux publics et des Transports, du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial et du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale. Le groupe de travail comptera six (6) représentants des syndicats des travailleurs et six (6) représentants des syndicats du patronat, lesquels seront définis avant que la Commission n'entame officiellement ses missions cet après-midi.

Le Premier ministre a précisé que le rapport à élaborer sera basé «sur une approche prospective et une logique différente de celle appliquée auparavant», soulignant que ce rapport sera «sur le terrain et non théorique et repose sur des aspects concrets prenant en compte toutes les données de façon claire et précise». M. Djerad a souligné que le Gouvernement «adopte une nouvelle méthode pour traiter avec les partenaires sociaux et économiques, se fixant pour objectif «le rétablissement de la confiance entre toutes les parties».

R.N.

RETOMBÉES DE LA CRISE SANITAIRE

Les pertes des entreprises publiques

Les secteurs économiques, dont ceux du transport, du tourisme, de la restauration et de l'hôtellerie ainsi que le secteur de l'énergie, ont enregistré des pertes financières en raison des mesures préventives prises pour faire face à la pandémie du Coronavirus, a indiqué, hier à Alger le ministre des Finances, Aymen Benabderahmane. Voici les plus importants chiffres relatifs aux pertes subies par les secteurs économiques mentionnés dans le rapport de la commission interministérielle chargée de minimiser ou d'alléger les retombées de la pandémie sur l'économie nationale (supervisée par le ministère des Finances) qui a été exposé lors de la rencontre du Premier ministre avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques.

Le secteur du transport

-La Société nationale des Transports ferroviaires (SNTF) a enregistré, lors de la période allant du 20 mars au 29 avril, des pertes d'une valeur de 288 millions de DA dans le domaine du transport des voyageurs et de 72 millions de DA dans le cadre du transport des marchandises. Pour ce qui est des charges exceptionnelles destinées à couvrir les moyens de prévention, elles ont atteint une somme de 106 millions de DA. Ces pertes ont été enregistrées après la suspension de 280 voyages journaliers (-4,9 millions de voyageurs).

-La compagnie aérienne Air Algérie a enregistré, lors de la période allant du 18 mars au 30 avril, des pertes évaluées à 16,31 milliards de DA tout en prévoyant que ces pertes augmenteraient pour atteindre 35 milliards de DA à la

fin 2020 (sans compter les versements probables des clients). Ces pertes sont survenues suite à l'annulation de 4 357 vols lors de cette période, ce qui représente 107 millions de sièges.

-Le groupe de transport terrestre des voyageurs (Transtev) a enregistré une perte globale de 1,32 milliard de DA fin avril. Ces pertes ont été causées par l'arrêt total de l'activité de transport par le biais de bus, de tramway, de métro et le transport par câbles ainsi que l'arrêt des activités des stations de bus.

-Le groupe "Gatma" a subi à son tour des pertes évaluées à 792,84 millions de DA fin mai à cause de l'arrêt de l'activité des navires de transport des voyageurs et également des pertes atteignant 326,25 millions de DA engendrés par la baisse de 30% des services de fret des navires.

Le groupe a également enregistré des pertes atteignant 95 millions de DA en raison des services d'appui aux navires étrangers accostant dans les ports nationaux qui sont restés en cours. Il a aussi enregistré une perte de 80 millions de DA en raison des services d'appui aux navires étrangers relatifs au transport des conteneurs et des marchandises vers les ports en plus d'une perte de 156 millions de DA causée par l'obligation de garantir le service minimum en raison du nombre réduit des travailleurs et des ateliers de maintenance des unités d'Alger, d'Oran et de Bejaia.

-Le groupe services portuaires "Serport" a enregistré des pertes dans son chiffre d'affaires atteignant 378,19 millions de DA.

-Le secteur du tourisme : -Les hôtels privés et

les agences de tourisme et des voyages :

L'arrêt des activités a engendré une baisse dans le chiffre d'affaires évaluée à 27,3 milliards de DA par mois.

-Le groupe hôtellerie, tourisme et thermalisme : Une diminution dans son chiffre d'affaires évaluée à 2,7 milliards de DA par mois.

- L'Office national algérien du tourisme : 87,6 millions de DA par mois.

- L'Agence nationale du développement touristique : 31,56 millions de DA par mois.

-Le secteur des activités artisanales : Les évaluations des pertes atteignent 12,07 milliards de DA par mois, selon des enquêtes sur le terrain ayant englobées des artisans, des coopératives et des entreprises artisanales ainsi que des entreprises publiques activant dans ce domaine.

Le secteur de l'énergie

-Le groupe Sonatrach : l'incidence financière suite à cette pandémie a été évaluée à 247 millions de DA lors de la période allant du 15 mars au 31 mai.

-Le groupe Sonelgaz : une diminution du chiffre d'affaires évaluée à 6,5 milliards de DA.

- La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) : Perte globale évaluée à 20 milliards de DA du 1er mars à ce jour.

-Tassili Airlines (filiale du groupe Sonatrach) : un repli dans son chiffre d'affaires de 27 % en mars engendrant des pertes évaluées à 221 millions de DA ainsi qu'une régression de 72 % en avril ; ce qui équivaut à 595 millions de DA.

R.N.

ABDELAZIZ DJERAD (PREMIER MINISTRE) L'Algérie fait face à une situation économique difficile

"L'Algérie fait face à une situation économique difficile inédite, en raison de plusieurs facteurs, notamment la crise structurelle héritée de l'ancien gouvernement, la chute des cours des hydrocarbures et enfin, la crise sanitaire due à la pandémie du nouveau coronavirus", a déclaré M. Djerad dans son allocution d'ouverture des travaux de la réunion du Gouvernement avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques visant la mise en place d'une commission de sauvegarde chargée d'évaluer les incidences causées par la pandémie du nouveau Coronavirus sur l'économie nationale.

Depuis l'apparition des prémices de cette crise sanitaire, l'Etat algérien a immédiatement réagi en mettant en place les mécanismes nécessaires pour la prise en charge des besoins de la société sur le plan sanitaire et a pris les mesures adéquates pour contrer la propagation de ce virus destructeur", a rappelé le Premier ministre.

Or, poursuit-il, ces mesures "ont causé un grand préjudice à l'économie nationale notamment les secteurs du commerce, de l'hôtellerie, du transport, du tourisme, du bâtiment, des travaux publics, de l'hydraulique et d'autres activités économiques et commerciales".

Face à cette situation, le Gouvernement était dans l'obligation d'adopter des mesures visant à alléger les impacts de la pandémie, tant en faveur des travailleurs les plus vulnérables qui ont perdu la source de leurs revenus, qu'à travers plusieurs mesures d'allègement fiscal et parafiscal, ainsi que d'autres facilitations bancaires en faveur des entreprises, en dépit de la crise financière multidimensionnelle subie en raison de la crise pétrolière, apparue en milieu de la crise sanitaire", a-t-il dit.

Le but de cette rencontre est de réfléchir sur l'avenir. Et cela passe par une phase d'évaluation. Dans ce sens, le Premier ministre a mis l'accent sur la nécessité de procéder à une évaluation des incidences socio-économiques induites par la pandémie de la Covid-19, en "toute objectivité et loin des surenchères", le but étant de préparer l'après-crise sanitaire et de préserver, aussi bien chez les entreprises que chez les travailleurs, un engagement solide dans la nouvelle bataille pour le redressement économique national. "Il ne s'agit pas, à travers cette évaluation, de rechercher l'opportunité d'accéder aux ressources publiques sans contrepartie ou d'obtenir d'indus avantages, mais il est plutôt question d'une opération indispensable, à même d'assurer une meilleure répartition des ressources", a expliqué le Premier ministre.

Cette évaluation a pour objectif de "préparer l'après-crise sanitaire et de préserver aussi bien chez les entreprises que chez les travailleurs, un engagement solide dans la nouvelle bataille pour le redressement économique de notre pays", a affirmé M. Djerad. "Nous sommes conscients que le redressement et la relance socio-économiques ne sauraient se concrétiser sans des entreprises équilibrées et un pouvoir d'achat suffisant pour les ménages



afin de booster la dynamique économique", a-t-il soutenu.

ELAN EXCEPTIONNEL D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITÉ DES ALGÉRIENS

Sur un autre registre, le chef de l'exécutif a indiqué, que la crise de la COVID-19 avait démontré l'élan exceptionnel d'entraide et de solidarité des Algériens face à cette situation notamment en faveur des personnes vulnérables.

La crise du nouveau Coronavirus a également révélé au grand jour "une ingéniosité inégalée chez nos jeunes, étudiants, chercheurs et entrepreneurs, dans l'innovation de solutions en matière d'industrie pharmaceutique et d'équipements et matériels médicaux, en vue de venir en aide aux hôpitaux publics afin de surmonter les difficultés inhérentes à la conjoncture", s'est réjoui Djerad qui n'a pas manqué de rappeler que "la société civile était, pour sa part, remarquablement pré-

sente, de par ses contributions aux opérations de solidarité et de soutien".

Ce faisant et en dépit de la poursuite de la propagation du nouveau Coronavirus, le Premier ministre a déclaré: "je suis confiant que nous surmonterons cette dure épreuve ensemble, en conjuguant nos efforts et en faisant preuve de responsabilité, aux côtés des personnels de la Santé, qui œuvrent de jour comme de nuit, à sauver des vies humaines, et en préservant la main d'œuvre et l'outil de production". Cette rencontre s'est déroulée en présence de plusieurs membres du Gouvernement ainsi que des représentants d'organisations patronales, d'associations professionnelles, de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) et du Conseil national économique et social (CNES).

Synthèse : Abir N.

Brèves

CHAUFFEURS DE TAXI ET DE TRANSPORT EN COMMUN

Vers un salaire mensuel de 30.000 DA

Le ministre des Finances Aymen Abderrahmane a dévoilé, hier, une proposition d'allouer un salaire mensuel de 30 000 dinars aux chauffeurs de transports en commun de personnes, les receveurs et les chauffeurs de taxi pour les aider à subvenir à leurs besoins après l'arrêt de leurs activités dans le cadre de mesures de prévention visant à endiguer la propagation du coronavirus. Le ministre a déclaré, lors d'une réunion du Premier ministre avec des représentants des partenaires sociaux et des opérateurs économiques visant à créer un comité pour évaluer les effets de la pandémie sur l'économie nationale, que plusieurs propositions avaient été faites concernant les transporteurs de personnes appartenant au secteur privé, y compris les chauffeurs de taxi. Le même responsable a ajouté que parmi les suggestions, il convient de leur faire profiter des dispositifs soutenus par d'autres secteurs en termes d'exonération ou de report des charges sociales, en plus de bénéficier de prêts bancaires sans intérêt pour leur permettre de répondre à leurs besoins ou d'envisager la possibilité de leur accorder une compensation en raison de l'absence de revenus.

R.N.

FINANCE ISLAMIQUE

Deux banques publiques s'y mettent

Deux banques publiques comptent proposer des produits de finance islamique durant le mois d'août prochain, a fait savoir hier le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane. Le ministre a affirmé que la finance islamique est devenue une réalité depuis la promulgation par la Banque d'Algérie (BA) du règlement définissant les opérations y afférant et les règles de son exercice", précisant que "deux banques publiques vont offrir, d'ici le mois prochain, des produits de finance islamique conformes aux conditions stipulées".

Selon le ministre, la finance islamique devra attirer la liquidité financière thésauroisée ou celle circulant sur le marché parallèle, en sus de contribuer à l'allègement des incidences économiques causées par la pandémie du nouveau Coronavirus en Algérie. Dans le même contexte, le ministre a encouragé la création de banques privées avec un capital algérien afin de contribuer à la captation des fonds de l'économie parallèle et rétablir la confiance entre les citoyens et leur entourage administratif et financier. "On n'a pas vu de banques nationales privées depuis plus de 15 ans. Nous encourageons la création de banques privées avec un capital algérien, qui bénéficieront de toutes les facilités du Gouvernement", a ajouté le ministre. Benabderrahmane s'est, par ailleurs, dit optimiste quant au rebond des indicateurs économiques et financiers du pays au cours du 2e semestre de l'année en cours 2020, faisant observer que la majeure partie des études prévoit un retour de la croissance dans les grandes économies, en cette période, comme la Chine, ce qui aura, a-t-il ajouté, un impact positif sur l'économie nationale. Néanmoins, cette crise constitue, selon le ministre, une opportunité de mettre en valeur le produit national et d'en améliorer la compétitivité, d'autant plus que la plupart des pays s'orientent vers la relocalisation de leurs activités industrielles, après avoir procédé à leur délocalisation, des décennies durant, motivée par la recherche de la main d'œuvre bon marché.

R.N.

MINISTRE DES FINANCES

Plus de 65,5 mds de Da affectés à la lutte contre la Covid-19

Un montant de 65,53 milliards de Da a été consacré à la lutte contre la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19) en Algérie, a annoncé, hier à Alger, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane. S'exprimant lors de la rencontre du Premier ministre avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques, visant la mise en place d'une commission de sauvegarde chargée d'évaluer les incidences causées par la pandémie du nouveau Coronavirus, M. Benabderrahmane a indiqué que ce montant englobait 12,85 mds de Da affectés à l'acquisition des moyens de protection, dont 12,64 mds de Da destinés au ministère de la Santé. Le montant englobe également 24,39 mds de Da affectés aux indemnités exceptionnelles au profit des agents de l'Etat dans

l'objectif d'encourager les personnels mobilisés dans le cadre de la lutte contre la pandémie, notamment dans le secteur de la Santé avec 16,5 mds de Da, de l'Intérieur avec 7,75 mds de Da, ainsi que des Finances et de la Défense nationale. Le montant des affectations destinées à l'allocation de solidarité au profit des familles impactées par la pandémie, dont l'opération de solidarité "Ramadhan 2020" s'est élevée à plus de 22 mds de Da, tandis que celui des dotations affectées à l'allocation des familles démunies est estimé à 24,7 mds de Da. Quant aux montants consacrés à l'aide et au rapatriement des citoyens, ils s'élèvent à 3,32 mds de Da, selon le ministre qui a indiqué, d'autre part, que l'Algérie avait affecté une enveloppe de 271 millions de Da destinée à la coopération internatio-

nale, dont 258 millions de Da, comme contribution au Fonds d'intervention Covid-19 pour l'Afrique. Par ailleurs, Aymen Benabderrahmane a révélé les pertes financières enregistrées par certaines entreprises publiques, en raison de la propagation de la Covid-19. Selon les chiffres avancés, le groupe pétrolier et gazier Sonatrach a perdu 247 milliards de dinars Naftal, une filiale de Sonatrach, a perdu 20 milliards de dinars. Les pertes de Sonelgaz s'élèvent à 6,5 milliards de dinars. La compagnie aérienne Air Algérie a perdu 16,3 milliards de dinars, suite à l'annulation de 4357 vols entre mars et avril. La compagnie aérienne Tassili Airlines, une autre filiale de Sonatrach, a perdu 595 millions de dinars, à la fin avril.

R.N.

Brèves

ARIZONA ET AU TEXAS (USA)

Des camions frigorifiques pour augmenter la capacité des morgues

Arizona et dans l'Arizona, deux États américains qui voient une augmentation des décès liés au coronavirus, les autorités locales ont commandé des camions frigorifiques pour augmenter la capacité d'accueil des morgues. L'Etat américain de l'Arizona, voisin de la Californie, a rapporté 2.583 morts liées au Covid-19 depuis le début de la pandémie. Les autorités du comté où se trouve la plus grande ville d'Arizona, Phoenix, ont annoncé jeudi avoir commandé 14 chambres réfrigérées d'appoint pouvant contenir jusqu'à 294 corps en tout, en prévision d'une augmentation des décès liés à la maladie. Autre Etat devenu un foyer de contagion du Covid-19, le Texas a battu un record mercredi avec 129 nouveaux décès en une journée, et dénombre au total 3.561 morts au total liés à la maladie. Dans des villes texanes comme San Antonio (centre) et Corpus Christi, sur le golfe du Mexique, les autorités se préparent également à une hausse des décès en commandant des camions et des remorques frigorifiques. "Dans l'hôpital, il y a peu d'endroits pour mettre les corps (...), et nous manquons d'espace. Nos pompes funèbres n'ont plus de place", a expliqué lundi le docteur Ken David lors d'une conférence de presse organisée par la ville de San Antonio, dont le système hospitalier est "sous pression", selon le maire Ron Nirenberg. "Nous avons des camions réfrigérés prêts dans la région, au cas où nous en avons besoin", a aussi déclaré le maire. En avril, la ville de New York, alors épicentre de la pandémie de coronavirus aux États-Unis, avait elle aussi eu recours à ces camions qui permettent de stocker les corps qui s'accumulent trop vite pour que les pompes funèbres puissent venir les chercher directement à l'hôpital. Les États-Unis totalisent au moins 138.000 morts liées à la pandémie, selon le comptage de l'université John Hopkins.

BRÉSIL

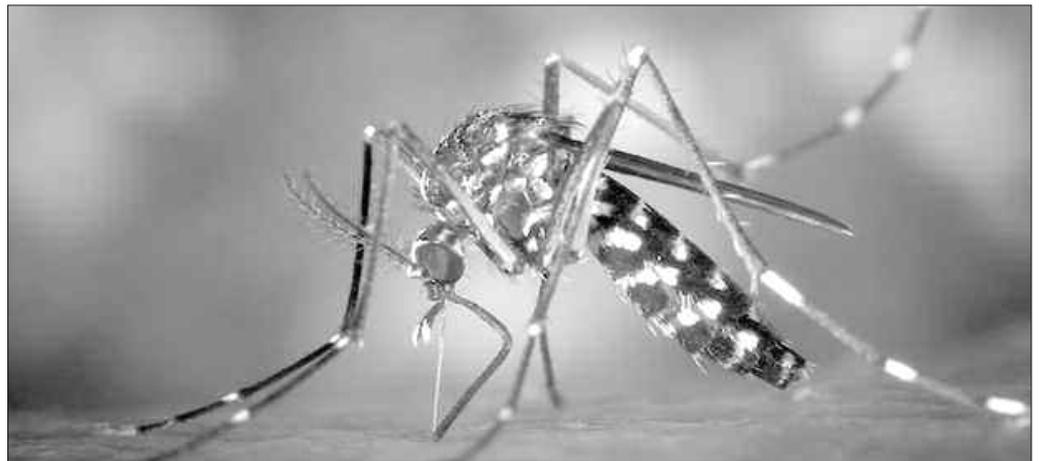
L'épidémie 19 a atteint "un plateau"

L'épidémie du nouveau coronavirus a atteint un "plateau" au Brésil, deuxième pays le plus touché au monde en nombre de cas recensés, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vendredi, appelant les autorités à saisir cette "opportunité pour repousser la maladie". Le taux de reproduction du virus, qui mesure le nombre de nouvelles personnes contaminées par chaque personne infectée, supérieur à 1,5 ou 2 en avril/mai, se situe désormais entre 0,5 et 1,5 dans les différentes régions du Brésil, a expliqué le directeur des situations d'urgences sanitaires à l'OMS, Michael Ryan, au cours d'une conférence de presse. "La croissance au Brésil n'est plus exponentielle, elle a atteint un plateau", a-t-il déclaré. Le Brésil a franchi jeudi le cap des deux millions de contaminations au nouveau coronavirus, le deuxième bilan le plus élevé du monde derrière les États-Unis, et se rapproche des 80.000 morts. Le plus grand pays latino-américain a enregistré 45.403 nouveaux cas au cours des dernières 24 heures, ce qui porte le total à 2.012.151 contaminations, selon le ministre de la Santé. "Il y a un plateau. Le Brésil a maintenant l'opportunité de repousser la maladie, de supprimer la transmission du virus, de prendre le contrôle de l'épidémie", a souligné Michael Ryan. "Jusqu'à présent, dans de nombreux pays, y compris au Brésil, c'est le virus qui (...) a fixé les règles", a-t-il ajouté, en indiquant: "Une fois que les chiffres se sont stabilisés, il sera possible de réduire la transmission". Le responsable de l'OMS a assuré que le Brésil a "maintenant la possibilité de le faire" mais qu'"il va devoir mener une action très soutenue et concertée pour y parvenir", soulignant qu'il n'y avait "aucune garantie" que le virus recule de lui-même. Le chiffre des décès au Brésil représente aussi le deuxième pire bilan au monde derrière celui des États-Unis.

R.N

Le coronavirus peut-il s'attraper par une piqûre de moustique ?

"Le SARS-CoV-2 peut-il s'attraper par une piqûre de moustique qui a piqué une personne positive au Covid-19 ?"



La réponse des experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Entente interdépartementale pour la dé-moustication du littoral méditerranéen (EID Méditerranée ou EID-Med) et de l'Association européenne du contrôle des moustiques (EMCA) sont unanimes : non les moustiques ne peuvent pas transmettre le coronavirus SARS-CoV-2 ! "Le coronavirus est un virus respiratoire qui se propage essentiellement par contact avec une personne infectée, par l'intermédiaire des gouttelettes respiratoires émises lorsqu'une personne, par exemple, tousse ou éternue, ou par l'intermédiaire des gouttelettes de salive ou de sécrétions nasales. À ce jour, il n'existe aucune information ni aucun élément de preuve laissant penser que le coronavirus pourrait être transmis par les moustiques", résume l'OMS sur

son site internet. Pourtant, le SARS-CoV-2, tout comme certains virus, peuvent infecter plusieurs espèces, avec un cycle suspecté de transmission entre trois espèces de mammifères : la chauve-souris, le pangolin et l'Homme (notons qu'à la place du pangolin, les pistes du serpent et du chien errant ont aussi été évoquées). Alors, pourquoi le moustique ne serait-il pas lui aussi infecté ? "D'abord, les trois espèces précitées (la chauve-souris, le pangolin et l'Homme, nldr) sont certes différentes mais bien plus proches génétiquement entre elles que de notre insecte piqueur, explique l'EID Méditerranée sur son site internet. Les moustiques qui transmettent des pathogènes les ont préalablement ingéré avec un repas de sang infecté. Mais pour que le cycle fonctionne, il faut que le virus

ait la faculté de résister à la digestion dans l'estomac du moustique, pour pouvoir ensuite infecter ses cellules, atteindre ses glandes salivaires et s'y répliquer. C'est par cette salive ainsi contaminée qu'il transmet ensuite lors d'une piqûre." Or il a fallu des centaines et des milliers d'années (voire plus !) pour que les virus que le moustique transmet aujourd'hui aient pu acquiescer, via une multitude de cycles sang-piqûre, les caractéristiques leur permettant de transiter par l'insecte sans être détruits. Ce qui est un processus extrêmement rare (les hépatites, le VIH, responsable du Sida, ou d'autres maladies sanguines, en sont par exemple incapables). "Le "petit dernier" SARS-CoV-2 semble avoir une affinité particulière pour l'Homme. En cas de piqûre de sang humain infecté, le moustique, lui, digèrera tranquille-

ment ce virus, comme il le fait pour tous les pathogènes non adaptés présents dans le sang qu'il consomme habituellement", résume l'EID Méditerranée. Et si un moustique reçoit une particule aérosoleuse du coronavirus et le respire, sera-t-il malade ? "D'abord, la cuticule (couche externe protégeant ses organes) est hydrophobe (c'est-à-dire qu'elle n'aime pas l'eau, nldr), et les "spiracles" (les trous) permettant sa respiration sont extrêmement fins. De sorte qu'il faudrait non pas des gouttelettes mais des microgouttelettes, ainsi qu'une bonne dose de... malchance, pour qu'elles puissent franchir ces ouvertures", détaille l'EID Méditerranée. De plus, les moustiques n'étant pas des mammifères, le virus ne peut en théorie pas infecter leurs cellules respiratoires.

R.N

QUELS PATIENTS RISQUENT D'AVOIR UNE FORME GRAVE ?

La piste des interférons de type 1

Une étude de chercheurs français montre que le déficit dans le sang d'une protéine normalement produite par le système immunitaire "pourrait être la marque des formes graves de Covid-19", un résultat qui pourrait aider à repérer les patients à risque. "Le déficit en interférons de type 1 dans le sang pourrait être une signature des formes sévères de Covid-19", conclut cette étude parue cette semaine dans la revue américaine Science. Les interférons sont des protéines de la famille des cytokines produites notamment par les cellules du système immunitaire en réponse à la présence d'une infection. Environ 5% des personnes atteintes de Covid-19 évoluent vers une forme grave ou critique, avec une pneumonie sévère se transformant en syndrome de détresse respiratoire aiguë, survenant souvent 9 à 12 jours après l'apparition de premiers symptômes légers à modérés.

Les chercheurs estiment que cette aggravation est provoquée par une forte augmentation des cytokines, qui provoque un emballement de la "réponse inflammatoire" de l'organisme. Mais les médecins ne savent pas dire précisément quels patients vont développer cette forme grave de la maladie, au-delà des facteurs de risque observés (diabète, obésité, âge avancé...) Or il s'agit d'"une question essentielle (...)" pour améliorer la prise en charge individuelle et le pronostic de ces patients", observent jeudi 16 juillet dans un communiqué l'Inserm, l'Université de Paris, l'Institut Imagine, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et l'Institut Pasteur. Les auteurs de l'étude, issus de ces organismes, ont pratiqué des analyses sur 50 patients atteints de Covid-19, avec des degrés de gravité différents. Il en ressort que chez les patients gravement malades "la production et l'activité des interférons de type 1 sont fortement dimi-

nuées". Ils présentent également "une charge virale sanguine persistante, témoignant du mauvais contrôle de la réplication virale par le système immunitaire des patients et conduisant à l'emballement d'une réponse inflammatoire inefficace et pathologique". L'étude révèle par ailleurs que "de faibles taux d'interférons de type 1 dans le plasma précèdent l'aggravation clinique des patients et leur transfert en soins intensifs". Par conséquent, la déficience en interférons de type 1 "pourrait être une signature des formes graves du Covid-19 et pourrait permettre d'identifier une population à haut risque". De plus, ces résultats "soulignent l'intérêt d'approches thérapeutiques associant l'administration précoce d'interférons avec une thérapie anti-inflammatoire adaptée (...) chez les patients en prévention d'une forme sévère", concluent les auteurs.

R.N

PORT DE MOSTAGANEM

Exportation de plus de 30 000 tonnes de rond à béton

Plus de 30 000 tonnes de rond à béton ont été exportées durant le premier semestre 2020 vers les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni via le port de Mostaganem, a-t-on appris, vendredi, auprès de la Direction du commerce de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM).



Ces opérations d'exportation s'inscrivent dans le cadre d'une convention signée entre l'EPM et le complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua (W. Oran) en novembre dernier, indique la même source, soulignant l'importation programmée de 550 000 tonnes de plaques de fer (alliages d'acier) ont été importées durant la même période d'Italie, de la Nor-

vège, de la Russie et de l'Ukraine à bord de 12 navires, en plus de 17 460 tonnes de fils de fer (rouleaux de fer) importés de Turquie via deux navires pour le compte du même opérateur économique. Le port de Mostaganem s'est transformé depuis l'année dernière en axe stratégique des exportations de rond à béton (85 400 tonnes) et de tuyaux de fer (2 327 tonnes), notamment vers les Etats unis, le Canada et la Belgique, en sus de l'importation de 1 million de tonnes de divers produits ferreux durant les

deux dernières années (2018 et 2019), ajoute la même source. Le volume des exportations via le port de Mostaganem a été estimé à 44 830 tonnes, durant le premier semestre 2020, en majorité des produits ferreux et de l'hélium (3 159 tonnes), de par les fruits et légumes et les produits alimentaires (655 tonnes) entre autres marchandises avec une baisse de 40% par rapport à la même période de l'année dernière, a-t-on précisé.

R.E

UNION EUROPÉENNE

Le plan de relance et les Etats frugaux

Une nouvelle proposition sur un plan massif de relance post-coronavirus a été soumise hier aux dirigeants européens réunis en sommet à Bruxelles, donnant des gages aux pays dits "frugaux", qui bloquent tout compromis, Pays-Bas en tête. Selon une source européenne, cette proposition du président du Conseil européen, Charles Michel, obtenue par l'AFP, n'a cependant pas donné satisfaction pour l'instant aux quatre pays en question (Pays-Bas, Suède, Autriche, Danemark), ni à la Finlande. Cette proposition est "un pas dans la bonne direction. Aboutir à un accord dépend des prochaines heures", a confié un diplomate néerlandais à l'AFP. Avant la reprise de la session plénière, elle a été soumise à la chancelière allemande Angela Merkel, au président français Emmanuel Macron et leurs homologues néerlandais Mark Rutte, espagnol Pedro Sanchez et italien Giuseppe Conte. Elle a pour objectif d'infléchir la position des quatre Etats "frugaux" en leur offrant des concessions, en particulier sur la répartition entre subventions et prêts ainsi que sur les conditions qui encadrent le versement de l'argent.

Le nouveau projet prévoit toujours un plan de 750 milliards d'euros, mais désormais composé de 300 milliards de prêts et 450 milliards de subventions - qui n'auront pas à être remboursés par les bénéficiaires - contre 250 milliards de prêts et 500 milliards de subventions initialement. Les "frugaux" préfèrent nette-

ment les prêts aux subventions. Il prévoit également un mécanisme permettant à un pays qui aurait des réserves sur le plan de réforme présenté par un autre Etat en contrepartie de ces aides d'ouvrir "dans les trois jours" un débat à 27, soit devant le Conseil européen, soit devant l'Ecofin, qui réunit les ministres des Finances de l'UE. "C'est de facto un pouvoir de veto à chaque pays. Pour moi, c'est une grave erreur car ça ouvre la porte à beaucoup de quiproquo", a commenté Marta Pilati, du centre de réflexion European Policy Centre. Cette idée répond au souhait du Premier ministre néerlandais Mark Rutte, qui a exigé vendredi que ces plans nationaux soient validés à l'unanimité des 27.

"CONTRIBUABLES AUTRICHIENS"

La demande néerlandaise avait été jugée "politiquement difficile à avaler" par une source diplomatique, résumant la position d'une majorité d'Etats membres. Dernière concession : Charles Michel propose d'accroître certains "rabais" accordés aux pays qui versent davantage d'argent au budget de l'UE qu'ils n'en reçoivent, ce dont bénéficient les quatre Etats frugaux. Ce serait le cas pour Vienne, Copenhague et Stockholm -- mais pas La Haye -- qui réclamaient ces ristournes supplémentaires. Le rabais de l'Allemagne, qui occupe la présidence tournante de l'UE, reste au même montant. C'est la première fois en cinq mois, en raison

de la pandémie de Covid-19, que les chefs d'Etat et de gouvernement - tous équipés de masques de protection - se retrouvent physiquement à Bruxelles.

De l'aveu même de M. Rutte, la première journée, vendredi, s'est achevée "dans une ambiance quelque peu fiévreuse". En cause, sa position jugée trop dure sur le contrôle des fonds, et plus globalement les réticences des trois autres "frugaux" sur ce plan de relance, adossé au budget à long terme de l'UE (2021-2027) de 1 074 milliards d'euros. Ces pays, rejoints par la Finlande, ont de profondes réserves sur cette proposition, qui devrait profiter avant tout à l'Italie et l'Espagne, deux Etats très affectés par la pandémie, mais qu'ils considèrent comme les plus laxistes en matière budgétaire. L'Autriche "rejette clairement la proposition actuelle", a insisté vendredi soir le chancelier autrichien Sebastian Kurz. "Nous voulons, bien sûr, faire preuve de solidarité, mais nous avons également les intérêts des contribuables autrichiens à l'esprit", a-t-il tweeté. Les réformes exigées par les pays du Nord (marché du travail, retraites) en contrepartie des aides font en outre bondir les Etats du sud, qui craignent de se soumettre à un programme imposé par d'autres, comme la Grèce dans le passé. L'unanimité des Etats membres étant requise, les discussions ont été longues et difficiles hier, voire se prolongent aujourd'hui.

Source : AFP

Brèves

DETTE DES PAYS PAUVRES

La Banque mondiale appelle au prolongement du moratoire

La Banque mondiale a appelé vendredi les pays du G20 à une prolongation d'un moratoire sur la dette des pays les plus pauvres. Les grands argentiers du G20, qui se sont réunis virtuellement samedi ont évoqué la prolongation en 2021 de ce moratoire qui a été décidé au printemps jusqu'à la fin 2020 et concerne 76 pays parmi les plus pauvres. La toute nouvelle chef économiste de la Banque mondiale, Carmen Reinhart, a jugé que ce geste était "utile" mais que "malheureusement", il n'avait "pas été aussi loin qu'on ne l'espérait". Elle a souligné aussi que le secteur privé ne s'était toujours pas associé à cette initiative, ni certains Etats. Pour elle, les Etats riches doivent faire plus pour inclure "une plus grande partie des marchés émergents, tout comme les pays en voie de développement".

R.E

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les envois de fonds de la diaspora vont baisser de 23,1%

Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) a prévenu que les envois de fonds de la diaspora vers l'Afrique subsaharienne devraient enregistrer une baisse historique d'environ 23,1% en 2020, en raison de l'impact de la covid-19 sur les migrants. Dans son récent rapport, le ECDPM, qui est un centre indépendant de promotion des politiques de développement inclusif et durable en Europe et en Afrique, se réfère également aux estimations de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) qui avance que les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne étaient estimés à 46 milliards de dollars en 2019 et devraient atteindre 65 milliards de dollars en 2021. Dans un contexte marqué par une récession annoncée des économies d'Afrique subsaharienne, l'ECDPM estime que la réduction des flux de transferts de fonds devrait accentuer les effets de la pandémie dans la région, avec toutefois des implications variées en fonction des pays. Pour les principaux pays recevant des envois de fonds, tels que le Nigeria, la Ghana et le Kenya, la réduction de ces flux aura des répercussions sur le bien-être des ménages à faible revenu qui dépendent de ces entrées pour la consommation et l'investissement dans les petites entreprises. Dans les pays à forte proportion de transferts de fonds par rapport au PIB, comme la Libéria et la Gambie, représentant respectivement environ 31% et 22% du PIB en 2019, il faudra s'attendre à une forte contraction de leur économie. Dans les sociétés fragiles et touchées par les conflits, comme la Somalie, cette situation pose des difficultés supplémentaires à plus de 40% des ménages qui dépendent des envois de fonds. Les pays sans base de diaspora diversifiée, comme le Sénégal, peuvent, quant à eux, avoir des impacts plus graves, d'autant plus que les économies des pays européens où réside la plupart de ces travailleurs migrants sont affectées négativement par la pandémie. Toutefois, souligne le rapport, les pays avec une diaspora diversifiée et une base de travailleurs migrants peuvent mieux s'en tirer.

R.E

ORAN (PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE) Réception de 13 nouvelles structures éducatives

Treize nouvelles structures éducatives seront réceptionnées dès la rentrée scolaire prochaine dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des équipements publics.



Il s'agit de la réception d'un lycée à Misserghine, l'unique structure éducative du genre dans cette commune à être livrée en prévision de la rentrée scolaire prochaine, ainsi que trois (3) groupes scolaires à Oran, a indiqué la même source, faisant savoir que le taux d'avancement des travaux a atteint 80 %. Le taux d'avancement des travaux de réalisation des trois CEM, dans les communes de Misserghine, El Ançor et Sidi Chahmi, oscille entre 60 et 75 %, a fait savoir la même source.

Sur neuf groupes scolaires, dont la réception est programmée à la faveur de cette rentrée également, quatre sont situés au niveau du nouveau pôle urbain Ahmed Zabana à Misserghine. Les taux d'avancement des travaux varient entre 50 et 80 pour cent, tandis que la cadence est plus avancée pour cinq autres répartis à travers les communes d'El Braya, Bir El Djir, Sidi Chahmi et El Ançor. Les travaux de réalisation de l'établissement éducatif dans la commune (El Ançor), en l'occurrence l'école

Bensmir, sont achevés à cent pour cent, a-t-on indiqué. Les chantiers des établissements éducatifs, en voie d'achèvement, ont fait l'objet récemment d'une visite d'une commission relevant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, qui s'est enquis également de l'état d'avancement des travaux de réalisation de 4.000 places pédagogiques de l'Institut des langues et d'une résidence universitaire d'une capacité de pas moins de 10.000 lits.

SOUK AHRAS

Numérisation de plus de 180000 fiches et actes fonciers

L'opération de numérisation de plus de 180.000 fiches et actes fonciers de personnes physiques et d'entreprises publiques et privées a été achevée, a-t-on appris mercredi du chef de service de coordination et contrôle à la direction de la conservation foncière, Mohamed Tayeb Mamine.

Lors d'un exposé présenté au siège de la conservation foncière en présence du wali de Souk Ahras, Lounès Bouzegza et de l'inspecteur régional des domaines publics et de la conservation foncière de la région d'Annaba, Halim Aber, le même cadre a précisé qu'il s'agit de 102.000 fiches foncières et 50.000 actes fonciers à travers les communes de Souk Ahras, Henancha et Machrouha.

Supervisée par plusieurs spécialistes des actes d'urbanisation, des saisies et des radiations, l'opération a permis de sécuriser le registre foncier et de faciliter aux citoyens l'accès aux informations "en temps record", a assuré le même cadre, ajoutant que l'opération est toujours au stade de développement et sera terminée par une opération d'indexation des biens à leurs propriétaires pour l'obtention directe des actes nu-



mérisés. L'inspecteur régional a déclaré que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme national de modernisation et numérisation des services de la conservation foncière, indiquant que l'administration centrale œuvre à introduire de nouvelles méthodes de travail pour améliorer les prestations assurées à l'échelle nationale. M. Aber a relevé que les premiers

résultats de numérisation et de prise en charge des nouveaux dépôts commencent à apparaître et leur impact est certain sur la qualité des prestations assurées aux citoyens et autres services partenaires de la conservation foncière. La numérisation permet ainsi de sécuriser et préserver les documents et de les remettre aux citoyens en "quelques minutes", a-t-il dit. De son côté, le wali a

rappelé les lourdeurs et nuisances supportées par les citoyens et autres instances publiques dans leurs rapports avec les domaines publics, saluant cette numérisation qui permet la publication des actes et jugements au grand soulagement des citoyens. L'occasion a donné lieu à l'inspection des sièges des domaines publics, des impôts et de la conservation foncière.

Brèves

FONCIER INDUSTRIEL À TEBESSA

Vers l'annulation des décisions d'attribution aux investisseurs récalcitrants

La sous-commission chargée de l'étude des dossiers d'investissement et d'assainissement du foncier industriel dans la wilaya de Tébessa a décidé de procéder à l'annulation des décisions d'attribution du foncier pour les investisseurs dont les projets n'ont pas été concrétisés, a-t-on appris mercredi, auprès des services de la wilaya. "La décision a été prise, d'un commun accord, lors d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya au cours de cette semaine, portant assainissement du foncier industriel dans cette wilaya frontalière et désignation de nouvelles poches foncière devant abriter des nouveaux projets d'investisseurs affichant une volonté à réaliser leurs projets", a précisé la même source à l'APS, relevant que le but est de "générer de nouveaux emplois et booster le développement dans cette wilaya dans divers secteurs". Le sous-comité chargé de l'étude des dossiers d'investissement "au cas par cas" s'est réuni au cours de cette semaine pour étudier et présenter de nouvelles opportunités aux investisseurs récalcitrants avant le recours à l'annulation des décisions d'attribution du foncier, a ajouté la source. Cette démarche permettra d'assainir le foncier industriel "réquisitionné" pendant des années sans résultats et offrir de nouveaux espaces fonciers à l'investissement, a-t-on encore détaillé. La wilaya de Tébessa dispose actuellement de 2 zones industrielles et 16 zones d'activités, a-t-on fait savoir, soulignant que des efforts sont actuellement déployés en coordination avec plusieurs secteurs, dont les directions de l'Industrie, les domaines publics, les services agricoles et la conservation des forêts pour fournir de nouveaux espaces de foncier industriel dans le but de créer de nouvelles zones à travers plusieurs communes de la wilaya.

BORDJ BOU ARRERIDJ (ZONES D'OMBRE D'EL HAMADIA)

1,84 milliard de dinars pour l'amélioration du cadre de vie

Une enveloppe financière de 1,84 milliard de dinars a été allouée à la concrétisation des projets de développement inscrits au bénéfice des régions d'ombre et des zones enclavées relevant de la daïra d'El Hamadia (Sud de Bordj Bou Arreridj), a-t-on appris mercredi, du chef de cette daïra, El Hanafi Zemouri. Ce responsable a révélé à l'APS, que cette enveloppe financière sera répartie entre les quatre communes formant cette daïra (El Ach, Laksour, Rabta, El Hamadia) en vue de réaliser 71 projets de développement et ce conformément aux directives du Premier ministre à l'effet de donner la priorité aux régions d'ombre pour pallier les lacunes et répondre aux besoins de ses habitants. Ces projets vont bénéficier à 23 régions de la commune d'El Hamadia, 7 villages de la commune de Laksour, 15 régions de la commune d'El Ach en plus de 26 mechtas dans la commune d'El Rabta, selon le même responsable. Les lacunes relevées seront ainsi prises en charge à la faveur de ces opérations à l'exemple du renforcement de l'AEF dans toutes ces régions, l'aménagement et la réfection du réseau routier desservant les zones les plus enclavées ou encore le raccordement de 35 régions aux réseaux de l'électricité et de gaz, a-t-on souligné.

Brèves

POLOGNE

Le maire de Varsovie annonce la création d'un mouvement de citoyens

Le maire libéral de Varsovie Rafal Trzaskowski, qui a perdu de justesse le scrutin présidentiel du 12 juillet, a annoncé vendredi la création prochaine d'un large mouvement citoyen en faveur d'une Pologne "tolérante et européenne", au cours d'un rassemblement post-électoral. Le chef de l'Etat sortant Andrzej Duda, soutenu par le parti conservateur nationaliste Droit et Justice (PiS, au pouvoir), l'a emporté avec 51% des suffrages face à M. Trzaskowski. La principale force d'opposition, la Plateforme civique (PO, centre), dont M. Trzaskowski est un des vice-présidents, a annoncé jeudi avoir déposé un recours devant le Cour suprême afin de tenter d'obtenir l'invalidation de l'élection qui, selon elle, n'a été ni "équitable" ni "honnête". La PO a signalé de nombreuses "irrégularités" dans le scrutin et accusé de partialité la télévision publique et l'appareil de l'Etat contrôlé par le PiS. Le maire de Varsovie a invité tout le monde à rejoindre ce mouvement dont la base serait constituée par des pouvoirs locaux et des ONG. Il a promis de dévoiler plus de détails "d'ici à la fin de juillet", avant un premier rassemblement annoncé pour le 5 septembre. Des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont estimé lundi que le scrutin présidentiel avait été "terni" notamment par une couverture partielle de la campagne électorale par la télévision publique.

EXTRÊME-ORIENT
RUSSE

Nouvelle manifestation contre l'arrestation d'un gouverneur

Une nouvelle manifestation contre l'arrestation d'un gouverneur régional russe, accusé de meurtres, a réuni samedi des milliers de personnes à Khabarovsk, en Extrême-Orient, après plusieurs jours de protestations. Sergueï Fourgal, gouverneur de la région de Khabarovsk, a été arrêté le 9 juillet pour des accusations de meurtres remontant à plus de 15 ans, qu'il rejette. Son arrestation a provoqué d'importantes manifestations à Khabarovsk, une ville de 600.000 habitants située à 6.100 km à l'est de Moscou. Samedi, plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles des jeunes, des personnes âgées ou encore des femmes avec enfants en poussette, ont défilé dans le centre de Khabarovsk, en brandissant des pancartes "Liberté à Fourgal!", selon des médias. Au total, entre 15.000 et 30.000 personnes auraient participé à ce défilé, organisé alors que les températures ont dépassé les 30 degrés Celsius, selon le site d'information local Dvhab.ru. Plusieurs voitures passant à côté du défilé ont klaxonné en soutien des manifestants qui scandaient "Tant que nous sommes unis, nous sommes invincibles". Les manifestants ont réclamé qu'un "procès équitable" soit organisé pour leur gouverneur à Khabarovsk et non pas à Moscou où M. Fourgal a été emmené après son arrestation pour y être placé en détention provisoire. Comme les rassemblements précédents, ce défilé n'a pas reçu l'aval des autorités, mais il n'a pas été dispersé par la police, présente sur les lieux, sans intervenir.

CONFLIT ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN :
La Russie prête à servir de médiateur

La Russie s'est dite prête vendredi à endosser un rôle de médiateur entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan engagés dans des combats à la frontière entre ces deux pays du Caucase, a indiqué une source officielle.

Le président russe, Vladimir Poutine, a évoqué vendredi la situation avec son Conseil de sécurité et s'est dit "extrêmement préoccupé par l'escalade actuelle", a indiqué son porte-parole, Dmitri Peskov, cité par l'agence Interfax.

M. Poutine a souligné "le besoin urgent de garantir un cessez-le-feu, ainsi que la disposition (de la Russie) à servir de médiateur", a poursuivi M. Peskov.

La Russie est proche à la fois de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et a déjà servi de médiateur par le passé lors de précédentes échouées entre Erevan et Bakou. Les combats à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont débuté dimanche, faisant au moins 17 morts selon le bilan officiel. Les belligérants, qui s'accusent mutuellement d'avoir lancé les hostilités, ont fait état d'une situation plus calme vendredi après quatre jours d'affrontements.

Le ministère de la Défense azerbaïdjanaise a indiqué dans un communiqué que les "zones habitées n'étaient pas bombardées" malgré



une "situation qui reste tendue dans l'ensemble", tandis que les autorités arméniennes ont rapporté de leur côté des "tirs sporadiques

d'armes de différents calibres de la part des forces azerbaïdjanaïses" au cours d'une nuit "relativement calme". "Actuellement, la situation

est calme, il n'y a pas de tirs", a indiqué Artsroun Hovhannisian, un porte-parole du centre de presse gouvernemental arménien.

COLOMBIE

41 morts dans une explosion d'un camion-citerne

Quarante-et-une personnes sont mortes des suites de graves brûlures causées par l'explosion d'un camion-citerne chargé de carburant, sur une route du nord de la Colombie le 6 juillet, selon un bilan communiqué vendredi par les autorités locales.

L'explosion s'était produite alors que plusieurs dizaines de personnes s'étaient approchées pour voler du carburant, après que le camion se soit renversé sur la route entre

Barranquilla et Santa Marta, villes de la côte caribéenne, selon la police. Le bilan des décès a augmenté au fil des jours, atteignant 41 morts vendredi, a précisé à la presse un responsable du département du Magdalena, qui a demandé à ne pas être identifié.

Le bilan initial, établi peu après l'accident, avait fait état de sept morts et 49 blessés, dont plusieurs grièvement brûlés, hospitalisés à Barranquilla, Santa Marta (nord), Valle-

dupar (nord-est) et Bogota (centre). D'après des images vidéo diffusées par les autorités, lorsque le camion a explosé, des dizaines de personnes étaient en train de remplir des bidons en plastique de carburant pour le revendre. L'explosion s'était produite sur la commune de Puebloviejo, dont les quelque 30.000 habitants ne disposent pas d'eau potable, vivent dans un marécage pollué et à 58% dans la misère, selon le dernier recensement.

GABON

La PM Ossouka Raponda dévoile son gouvernement

La nouvelle Première ministre gabonaise, Rose Christiane Ossouka Raponda, première femme nommée à ce poste jeudi, a dévoilé vendredi la liste des nouveaux membres de son gouvernement qui totalise 33 ministres, dont 11 femmes. L'équipe est dominée par le Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir) et ses alliés. Mme Ossouka Raponda a élevé Denise Mekamme, ministre dans le gouvernement sortant, au rang de numéro 2 du gouvernement. Le principal entrant est Michael Moussa Adamo, actuel ambassadeur du Gabon aux Etats-Unis, promu ministre de

la Défense nationale. Pacôme Moubelet Boubeya, limogé en 2018, reprend son portefeuille de ministre des Affaires étrangères. Dernier occupant de ce poste, Alain Claude Bilie By Nze est muté au ministère de l'Energie et des Ressources hydrauliques. L'autre grand bénéficiaire du nouveau gouvernement est Prospère Ossoungou Ndibangoye promu ministre du Budget et des Comptes publics. Selon la présidence de la République, le nouveau gouvernement a pour mission de relancer l'économie dans ce contexte de pandémie de coronavirus et surtout de lutter contre la pauvreté.



TUNISIE

"Machrou Tounes" propose un gouvernement de compétences indépendantes

Le président du parti politique tunisien " Machrou Tounes ", Mohsen Marzouk, a fait savoir « qu'après la démission de Elyes Fakhfakh, le mouvement propose la formation d'un gouvernement de compétences indépendantes des partis, dirigé par une personnalité indépendante ».

Toute tentative de reproduire le processus du gouvernement Fakhfakh constitue un "crime" dans la mesure où elle donnera, forcément, les mêmes résultats " a estimé Mohsen Marzouk via un poste facebook.

Le président du mouvement a appelé à préserver le prochain gouvernement de "la pollution parlementaire" et de convenir de la nécessité pour la prochaine équipe gouvernementale de se consacrer, exclusivement, à servir le pays. De plus, a-t-il préconisé, " aucun des membres du gouvernement de compétences ne devra se présenter aux prochaines élections ".

Mohsen Marzouk a également appelé, dans ce sens, à organiser une conférence de salut national pour débattre des questions de la Cours constitutionnelle et de l'amendement des systèmes politique et électoral ainsi que des priorités économiques. Marzouk estime que " c'est la seule manière d'assurer la stabilité gouvernementale et d'ouvrir des possibilités légales et pacifiques à même d'apporter le changement et libérer le pays du système de gouvernance corrompu ".

R.I



PILLAGE DES RESSOURCES DU SAHARA OCCIDENTAL

La Namibie critique l'Espagne au CDH

La Namibie a vivement critiqué l'Espagne à Genève pour son implication dans l'exploitation illégale des ressources du Sahara Occidental, affirmant que Madrid "se dérobait à ses responsabilités internationales". Jeudi, au cours de l'examen périodique de la situation des droits de l'Homme en Espagne, la Namibie a regretté que les recommandations qu'elle avait formulées à ce sujet n'aient été acceptées que partiellement par ce pays. Le groupe de travail sur l'examen périodique universel, concernant l'Espagne, a intégré dans son rapport publié en mars une série de recommandations faites par la Namibie et Timor-Leste sur les activités économiques des entreprises

espagnoles dans le Sahara Occidental occupé. Les deux pays avaient, alors, exprimé leur inquiétude face à l'implication de l'Espagne dans ce pillage programmé. La séance, tenue jeudi au Conseil des droits de l'homme (CDH), a été consacrée aux réponses de l'Espagne au groupe de travail onusien. Le représentant de Madrid à Genève a déclaré que l'Espagne "approuvait, en termes généraux, ces recommandations" mais "ne pouvait les appliquer que partiellement". Se sachant derrière de faux prétextes, il a avancé que la pleine mise en œuvre de ces recommandations se heurtait à des obstacles juridiques, budgétaires et constitutionnels. Ce à quoi le représentant de la Namibie

a répliqué en expliquant "qu'il ne pouvait y avoir d'excuses à l'exploitation illégale des ressources naturelles du peuple du Sahara Occidental". La Namibie a affirmé que le droit d'exploiter ces ressources appartient exclusivement aux Sahraouis, rappelant que ce droit, consacré dans l'article 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et celui du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, doit être respecté par la puissance occupante. "Nous exhortons, par conséquent, l'Espagne à faire ce qui s'impose et à garantir la pleine mise en œuvre de ces recommandations. C'est un devoir à l'égard du peuple du Sahara occidental qui continue de

vivre dans la pauvreté, alors que ses ressources sont pillées par la puissance occupante et des entreprises de pays tiers", a déploré le représentant de la Namibie. Dans les recommandations de ce rapport périodique, la Namibie et Timor-Leste ont demandé à l'Espagne de "s'abstenir de toute activité économique sur le territoire du Sahara occidental sans avoir obtenu le consentement libre, préalable et éclairé" de son peuple. La Namibie a également exigé l'adoption par l'Espagne d'une législation appropriée pour "garantir que des personnes physiques et morales espagnoles ne participent pas de manière illégale à l'exploitation" de ces ressources.

R. I

THAÏLANDE

Des milliers de manifestants dans la rue contre le gouvernement

Plusieurs milliers de manifestants thaïlandais vêtus du noir, dont une majorité de jeunes, ont afflué hier vers le monument de la Démocratie à Bangkok pour dénoncer la politique du gouvernement, lors d'un rassemblement marqué par des échauffourées, dans un contexte de crise économique sans précédent en raison de l'épidémie de Covid-19. La foule a scandé des chansons rap anti-gouvernementales et brandi des pancartes dénonçant le gouvernement de l'ancien chef de l'armée Prayut Chan-O-Cha, et appelant à l'abolition de la sévère loi sur la lèse-majesté en place dans le royaume.

"Le gouvernement ne s'occupe pas de nous, alors soit nous nous manifestons, soit nous sommes perdants de toute façon... les lois protègent les riches et laissent le peuple sans rien", déclare Sang, un étudiant de 18 ans qui ne s'identifie que sous ce seul nom.

Des pancartes dénoncent la loi 112 du code criminel sur la diffamation qui protège la monarchie en Thaïlande et le riche monarque Maha Vajiralongkorn, régnant sous le nom de Rama X, contre toute forme de critique. Les manifestants portaient un uniforme noir inspiré par les tenues des protestataires du mouvement pro-démocratie de Hong Kong. Des centaines de policiers ont tenté de bloquer l'accès au monument de la Démocratie, mais des heurts ont éclaté lorsque des protestataires ont escaladé des barrières métalliques et forcé le passage à travers le cordon policier pour se rassembler devant le mémorial, édifié pour marquer la révolution de 1932 à l'origine de la monarchie constitutionnelle.

Des analystes estiment que le royaume, où la monarchie absolue a été remplacée par une monarchie constitutionnelle après la révolution de 1932, présente une tendance au retour à l'absolu-

lutisme sous le règne de Rama X et des généraux ultra-royalistes qui l'entourent. La manifestation d'hier pourrait être la plus importante dans le royaume depuis le coup d'Etat du général Prayut Chan-O-Cha en 2014, resté au pouvoir après des élections controversées en 2019. Les dirigeants du mouvement naissant, rassemblant jeunes et étudiants, soulignent que leurs actions s'organisent sur les réseaux sociaux où s'exprime quotidiennement la colère contre le gouvernement.

L'économie thaïlandaise devrait se contracter de 10 % en 2020 en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus, avec le coup d'arrêt infligé au tourisme et aux exportations qui a surtout frappé les classes moyennes et laborieuses. Des centaines de milliers d'étudiants devraient, selon les prévisions, se retrouver au chômage lorsqu'ils obtiendront leur diplôme en septembre.

AFP

Brèves

FRANCE

La justice enquête sur le prince héritier d'Abou Dhabi

Un juge d'instruction français est chargé d'une enquête qui vise Mohammed ben Zayed Al-Nahyane, le prince héritier d'Abou Dhabi, sur une éventuelle « complicité d'actes de torture » sur fond de guerre au Yémen. Selon plusieurs sources proches du dossier, une information judiciaire a été ouverte en octobre 2019 à Paris à l'encontre de celui qui est surnommé « MBZ », contre lequel deux plaintes, dont une avec constitution de partie civile, avaient été déposées lorsqu'il effectuait une visite officielle à Paris en novembre 2018, a appris l'Agence France-Presse vendredi 17 juillet.

Les plaintes avec constitution de partie civile permettent quasi automatiquement d'obtenir l'ouverture d'une information judiciaire et la désignation d'un juge d'instruction pour mener les investigations. En vertu de sa « compétence universelle » pour les crimes les plus graves, la justice française a la possibilité de poursuivre et condamner les auteurs et complices de ces crimes lorsqu'ils se trouvent sur le territoire français. Lors de sa visite en France, le 21 novembre 2018, Mohammed ben Zayed s'était entretenu de la situation au Moyen-Orient avec le président Emmanuel Macron, notamment sur le conflit au Yémen, où Abou Dhabi est engagé dans une coalition au côté de l'Arabie saoudite contre les rebelles houthis, qui occupent la capitale Sanaa depuis 2014. « Mes clients se réjouissent de cette ouverture d'information et fondent de grands espoirs sur la justice française », a réagi, auprès de l'Agence France-Presse, Me Joseph Braham, qui défend six Yéménites qui avaient déposé plainte avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal de Paris.

Il y dénonçait des actes de torture commis dans les centres de détention contrôlés par les forces armées des Émirats arabes unis. Mohammed ben Zayed étant le commandant suprême des forces armées des Émirats arabes unis, il est « susceptible d'avoir fourni les moyens et les instructions pour la réalisation de ces infractions », soulignait la plainte. La guerre au Yémen a fait des dizaines de milliers de morts, pour la plupart des civils. En juillet 2019, les Émirats arabes unis, le principal allié de l'Arabie saoudite, ont décidé d'y réduire leur présence militaire.

AFP

CHINE-INDE

Des pourparlers en cours pour résoudre le différend frontalier

Le ministre indien de la Défense, Rajnath Singh, a déclaré que des pourparlers sont en cours pour résoudre le différend frontalier avec la Chine, sans pour autant assurer "aucune résolution immédiate du conflit". "Des pourparlers sont en cours pour résoudre le différend frontalier, mais je ne peux pas garantir dans quelle mesure cela serait résolu. Je peux vous assurer qu'aucune puissance au monde ne peut prendre un pouce de notre territoire. Si une solution peut être trouvée par le biais des pourparlers, il n'y a rien de mieux", a affirmé le ministre indien lors d'une visite vendredi dans la région frontalière de Ladakh, cité par des médias locaux. Jeudi, en commentant le processus de retrait militaire des deux armées le long de la Ligne de contrôle effectif (LACE), l'Armée indienne a déclaré qu'il s'agissait d'un "processus complexe et nécessitant un contrôle continu". Plutôt dans la semaine, la Chine a déclaré que des progrès ont été accomplis pour désamorcer la crise et a exhorté l'Inde à "maintenir la paix". La tension entre les deux pays dure depuis des mois, mais elle a explosé après que 20 soldats de l'armée indienne aient été tués lors d'une confrontation violente, le 15 juin dernier, avec des troupes chinoises. Les deux géants de l'Asie mènent depuis des décennies une rude concurrence pour s'accaparer le contrôle de la connectivité routière et aérienne dans les troncans contestés à haute altitude le long des 3 488 km de la Ligne de contrôle effectif du Ladakh (ouest) à l'Arunachal Pradesh (est), riche en eau et en minerais.

Brèves

SPORT/ CIO
(ÉLECTIONS)

Le président Bach
"prêt" à se présenter
pour un 2e mandat
en 2021

Le président du Comité international olympique (CIO) l'Allemand Thomas Bach, s'est dit vendredi "prêt" à se présenter pour un deuxième mandat réduit à quatre ans en 2021. "Ces dernières semaines nombre d'entre nous m'ont posé des questions à propos de l'élection du président l'année prochaine. Je suis reconnaissant et profondément touché par les mots d'encouragement et de confiance (...). Si vous, membres du CIO, vous le voulez, je suis prêt pour un deuxième mandat de président du CIO afin de continuer de vous servir vous et le mouvement olympique que nous aimons tant quatre ans de plus", a déclaré Thomas Bach à l'issue de sa prise de parole à l'ouverture de la 136e session du CIO, tenue en visioconférence. Thomas Bach (66 ans), membre du CIO depuis 1991, avait succédé au Belge Jacques Rogge en 2013 pour un mandat de huit ans. Il se présentera donc lors de la session du CIO prévue en 2021 pour un second et ultime mandat de quatre ans (les présidents sont élus pour un mandat de huit ans, renouvelable une fois pour quatre ans). Neuvième président de l'Instance olympique, Thomas Bach avait été champion olympique par équipes de fleuret aux Jeux de Montréal (Canada) en 1976. Il avait débuté son engagement en politique sportive en devenant porte-parole des athlètes d'Allemagne de l'Ouest pour pouvoir disputer les Jeux de Moscou en 1980, finalement boycottés par son pays pour protester contre l'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan, en décembre 1979. Il doit faire face en tant que président à la pandémie mondiale de nouveau coronavirus (Covid-19), qui a conduit le CIO à repousser les Jeux de Tokyo d'un an à 2021, une première en temps de paix. Le CIO est réuni vendredi pour sa 136e session, pour la première fois "virtuelle", largement consacrée au report des JO de Tokyo-2020 et à l'élection de nouveaux membres dont le président de la Fédération internationale d'athlétisme, le Britannique Sebastian Coe.

R.S

JO DE TOKYO
Tous les sites prévus
ont pu être réservés
pour 2021

Tous les sites initialement prévus pour les Jeux olympiques de Tokyo 2020, reportés à l'été 2021 en raison de la pandémie de coronavirus, ont pu être réservés, levant ainsi un obstacle logistique important, ont annoncé vendredi les organisateurs japonais. Le calendrier des épreuves sera similaire à celui qui était prévu pour 2020, hormis des changements d'horaires dans certains cas, ont précisé les organisateurs dans un communiqué. "Il y a encore du travail. Mais nous avons franchi un cap important", avait déclaré lors d'un point de presse préalable Hidemasa Nakamura, un des responsables de l'organisation des JO. Maintenant que le calendrier des épreuves a été fixé, "les athlètes qui visent une participation aux Jeux peuvent se fixer des objectifs concrets", a estimé de son côté le directeur sportif du comité organisateur, Koji Murofushi. La décision sans précédent de reporter les Jeux d'un an, prise fin mars alors qu'il était devenu clair que la pandémie de coronavirus n'aurait pas disparu à l'été 2020, pose un ensemble de difficultés logistiques et des surcoûts encore non chiffrés. Tokyo 2020 devra notamment indemniser les sociétés qui avaient auparavant réservé pour 2021 les nombreux sites prévus pour les JO. Les organisateurs cherchent toujours à identifier des moyens de réduire les coûts, et les cérémonies d'ouverture et de clôture sont incluses dans cette réflexion, selon M. Nakamura. Les remboursements des billets pour les spectateurs qui ne pourront pas assister à l'événement commenceront après cet automne, ont encore précisé les organisateurs.

KHEIREDDINE ZETCHI (PRÉSIDENT DE LA FAF)
"C'est difficile de reprendre
le championnat"

Le président de la fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a admis vendredi la difficulté de reprendre les différents championnats, suspendus depuis mars dernier en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), tout en défendant la récente décision du Bureau fédéral de recourir à une Assemblée générale extraordinaire (AGEx) pour se prononcer sur l'avenir de la saison 2019-2020.

La reprise sera difficile. La situation sanitaire est en train de prendre de l'ampleur. On ne peut pas maintenir une décision prise des mois plus tôt. Nous sommes au mois de juillet, je pense que le contexte actuel et les données ne sont plus les mêmes, contrairement à ce qui avait été le cas en mai. L'arrêt définitif du championnat doit être bien étudié sur tous les plans. Les propositions consistent à trouver la bonne formule pour arrêter le championnat. La responsabilité sera collective, et ne concerne pas uniquement la FAF", a-t-il indiqué sur les ondes de la radio nationale.

Réunis mercredi dernier au niveau du siège de la FAF à Dely-Ibrahim (Alger), les membres du Bureau fédéral ont discuté de trois propositions qui seront soumises à l'assemblée générale dans le cas où cette dernière viendrait à valider l'arrêt définitif de la compétition. "D'abord, les membres de l'AG devront se prononcer sur l'arrêt ou la poursuite du championnat. Dans le cas où la suspension définitive de la compétition sera approuvée, il y aura trois propositions qui seront soumises : saison blanche, figer le classement à la dernière journée pour tous les paliers et consacrer les champions promus et relégués, alors que la troisième consiste à désigner les champions et les promus, mais pas de relégués", a-t-il ajouté, soulignant que "la décision prise de convoquer une AGEx correspond à la situation exceptionnelle que nous vivons". Avant de poursuivre : "L'article 82 des statuts permet au BF de mettre un terme au championnat, mais par souci de consultation démocratique, nous avons préféré mettre la balle dans le camp de l'assemblée générale qui reste souveraine. Notre objectif est d'impliquer tous les acteurs du football algérien. Si nous avons pris la décision au niveau du Bureau fédéral, nous serons pas épargnés par les critiques".

LA CONSULTATION ÉCRITE,
L'OPTION PRIVILÉGIÉE

S'agissant de la manière que compte adopter la FAF pour organiser l'AGEx, en pleine pandémie de Covid-19, le président de la FAF a expliqué que son instance a déjà saisi le ministère de la jeunesse et des sports (MJS), mais également la Fédération internationale (Fifa). "Nous avons saisi le MJS pour nous donner son accord afin d'organiser cette AGEx en présence des membres. Mais, cette option ça sera difficile à réaliser au vu de



la situation sanitaire, même si nous avons tout prévu en matière d'organisation. Au cas échéant, la FAF procédera à une AG par consultation écrite, d'ailleurs nous avons reçu le feu vert de la Fifa pour adopter cette formule dans un cadre réglementaire. L'éventualité d'organiser cette AGEx par visioconférence est difficile à faire, pour des raisons d'ordre technique (réseau d'internet, ndlr)". Concernant la date du déroulement de cette AGEx, Kheireddine Zetchi table sur une organisation "avant l'Aïd Al-Adha (31 juillet, ndlr). Nous souhaitons être fixés définitivement sur le sort réservé à cette saison". Zetchi a tenu à lever le voile sur l'article 29 des statuts, relatif à la convocation d'une AGEx. Point d'AGEx pour les compétitions dans les statuts de la fédération.

"Nous sommes dans une situation exceptionnelle. L'article 29 ne limite pas à trois (changement du siège de la FAF, changement des statuts, et dissolution de la FAF, ndlr) les points abordés lors d'une AGEx. Imaginons qu'une AG ordinaire s'est déroulée en mars, et un imprévu s'est déroulé un mois plus tard, dans ce cas de figure nous ne pouvons pas attendre une année pour essayer de trouver une solution !". Zetchi souhaite avoir plus de visibilité d'ici "à la semaine prochaine" : "Une fois que l'assemblée générale se prononce sur la saison actuelle. Nous allons suivre avec attention la situation sanitaire, tout en ouvrant en même temps le mercato d'été pour une durée de 12 semaines, pour permettre aux clubs de faire leur marché. J'appelle aussi les clubs à investir dans le protocole sanitaire, qui sera appliqué en vue de la saison prochaine". Enfin, le président de la FAF a écarté toute amitié avec le CR Belouizdad, actuel leader de la

Ligue 1. "Le CRB avait dominé le championnat depuis le début de la saison. La gestion du club s'est nettement améliorée. Mais, je n'admets pas ceux qui veulent semer la zizanie. Je suis contre la "Fitna". Le CRB est un grand club, que nous respectons. Je demande à Taoufik Korichi (directeur du pôle compétitif du CRB, ndlr), à plus de sagesse dans ses propos. Si l'AG décide de décerner le titre au CRB, nous allons lui offrir le trophée avec grand plaisir". Pour rappel, le BF de la FAF a maintenu à deux reprises sa décision prise le 30 avril pour la poursuite de la saison 2019-2020, tout en précisant que seuls les pouvoirs publics sont habilités à décider d'un éventuel retour aux activités sportives et footballistiques. Mais jeudi 9 juillet, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions.

"NOUS AVONS PROPOSÉ AU MJS
DES SOLUTIONS POUR RELANCER
LE PROFESSIONNALISME"

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a indiqué vendredi avoir proposé des solutions pour relancer le professionnalisme, dans un rapport établi sur demande du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). "Nous avons transmis un rapport détaillé sur l'état des lieux du professionnalisme depuis son avènement. Nous avons proposé des solutions. D'ailleurs, j'ai déjà discuté avec le ministre (Sid Ali Khaldi, ndlr) sur ce sujet. La DCGF (Direction de contrôle de gestion et des finances, ndlr) a dévoilé des chiffres qui reflètent la triste réalité", a-t-il déclaré sur les ondes de la radio nationale. La FAF a fait le point sur le pro-

fessionnalisme, dans un rapport établi sur demande du MJS. Le département ministériel veut avoir plus de visibilité sur le professionnalisme instauré en 2010. Le président de la DCGF de la FAF, Réda Abdouche, a avancé le chiffre farineux de 1.000 milliards de centimes de déficit cumulé pour les clubs de la Ligue 1 professionnelle, dans le cadre des examens effectués par cette structure depuis son installation en octobre 2019. Zetchi s'est dit "surpris" par l'attitude de l'ESS Sétif, qui a refusé de signer la convention tripartite, liant le club avec un cabinet d'expertise, et la DCGF, une démarche qui s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures décidées par la FAF, au titre de l'accompagnement des clubs professionnels pour l'obtention d'une certification de la norme ISO 9001.

"Je suis surpris par l'attitude l'ESS alors que sa situation financière est difficile. Les déclarations faites par Azzedine Arab (président du Conseil d'administration, ndlr) sont insensées. La FAF a décidé d'accompagner les clubs sur le plan du management. La solution n'est pas d'octroyer ou de réclamer de l'argent seulement", a-t-il souligné. Depuis son instauration en 2010, sous Mohamed Raou-raoua, ancien président de la FAF, le mode du professionnalisme a été beaucoup décrié, certains responsables de club ayant évoqué une "précipitation" dans son lancement. Pas plus tard que lundi, la FAF a annoncé qu'elle avait recensé 23 clubs professionnels (sur 32) concernés par les dettes : 7 de Ligue 1 (soit 44 %) et 16 de Ligue 2 (soit 100%). Quatorze clubs professionnels, dont trois issus de la Ligue 1, sont interdits de recrutement en vue de la saison 2020-2021, souligne la FAF dans un communiqué.

R.S

SARAJEVO 2020

Composition du jury "Compétition longs-métrages"

Aux côtés du président du jury, Michel Hazanavicius, la compétition sera arbitrée par Carlo Chatrian, Jadranka Djoki, Srdan Golubovi et Andrea Stavenhagen. Le Festival du film de Sarajevo a dévoilé la composition de son jury pour le programme de la compétition - Long métrage pour la 26e édition, qui se déroulera du 14 au 21 août.

Après avoir annoncé que le cinéaste français Michel Hazanavicius serait président du jury en février, le festival a maintenant ajouté les quatre membres restants: le directeur artistique de la Berlinale Carlo Chatrian, l'actrice croate Jadranka Djoki, le réalisateur serbe Srdan Golubović et le chef de l'industrie au Festival Internacional de Cine de Morelia, Andrea Stavenhagen. Avant de diriger la Berlinale, Chatrian a été directeur artistique du Festival du film de Locarno. Djoki est surtout connue pour ses rôles dans *Five Dead Girls* de Dalibor Matanić et *Behind the Glass* de Zrinko Ogresta, qui lui ont valu la Golden Arena de la meilleure actrice au Festival du film de Pula en 2008. Cette année, elle était à Sarajevo pour filmer *Pjer Focus* de Žalica, Grandma, qui est actuellement en poste et est produit par le Festival du film de Sarajevo lui-même. Golubović est l'un des cinéastes les

plus acclamés de Serbie et son titre de 2007 *The Trap* a été sélectionné pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère. En 2013, il a remporté le World Cinema Dramatic Special Jury Award à Sundance pour *Circles*, et sa dernière sortie, *Father*, a été créée dans le Panorama de la Berlinale et a remporté à la fois le prix du public et le prix du jury œcuménique (prix du jury œcuménique est une récompense cinématographique décernée par un jury indépendant lors du festival de Cannes depuis 1974 à un long métrage de la compétition officielle). Enfin, Stavenhagen, actuellement responsable de l'industrie et des projets de formation au Morelia Film Festival au Mexique, a dirigé la réunion ibéro-américaine de coproduction cinématographique au Festival du film de Guadalajara et a été le délégué latino-américain du Festival du film de Saint-Sébastien entre 2015 et 2019.

Z.N



ISOLATION

Un film d'horreur entièrement tourné en quarantaine pendant le confinement

Malgré l'épidémie de coronavirus, un groupe de réalisateurs a réussi à concevoir et tourner *Isolation*, un film d'anthologie horrifique pendant le confinement en pleine quarantaine. Le confinement pendant la crise sanitaire a donné quelques idées aux acteurs de l'industrie cinématographique. Ainsi, Michael Bay tourne actuellement *Songbird*, un thriller sur fond d'épidémie de virus, et Netflix a récemment mis en ligne *Homemade*, une série de courts-métrages réalisés en confinement pas des cinéastes prestigieux. Du côté du cinéma indépendant, les projets créatifs ont aussi fusé durant cette période compliquée. Le producteur Nathan Crooker a rassemblé 11 réalisateurs qui ont travaillé ensemble pour tourner *Isolation*, un film

d'anthologie horrifique en utilisant les seules ressources qu'ils avaient autour d'eux. Parmi ces cinéastes, on retrouve Dennie Gordon, Larry Fessenden, Bobby Poe, Andrew Kasch, Zach Passero et Christian Pasquariello. De nouveaux talents émergents dans le genre horrifique ont également réalisé des segments comme Alexandra Neary, Alix Austin et Keir Siewert, Kyle I. Kelley et Adam Brown. Les neuf histoires ont été imaginées en respectant un même cadre et les réalisateurs ne pouvaient pas utiliser Zoom ou toute autre application de visioconférence. Les équipes n'étaient pas autorisées à utiliser des ressources et des équipements autres que ce qui était à leur disposition pendant leur quarantaine et il était impératif qu'elles respectent les mesures sanitaires.

le tournage de ce film d'horreur, débuté en mars, venait de se terminer. Le producteur Nathan Crooker a proposé un concept simple mais efficace - un monde fictionnel dans un futur proche et sujet à une pandémie globale - aux réalisateurs qui ont ensuite réalisé 9 petites histoires interconnectées. Selon le producteur Nathan Crooker, *Isolation* est une anthologie de petits films "de survival qui traitent de thèmes tels que la connexion humaine, la paranoïa, l'espoir, l'amour, l'évasion, la peur de l'inconnu, l'abandon et l'opportunisme". La postproduction du film *Isolation* étant en cours, Ghost Gang, la société de production de Nathan Crooker, est désormais en discussions pour distribuer le film.

AFP

Brèves

CLIP "WHAT'S LOVE GOT TO DO WITH IT"

Kygo revisite le tube de Tina Turner

Incrovable mais vrai ! Pour son nouveau single, Kygo collabore avec Tina Turner sur une version électro et estivale de son tube "What's Love Got To Do With It". Après avoir fait revivre la voix de Whitney Houston sur le tube "Higher Love", le DJ norvégien collabore désormais avec... Tina Turner ! La "Queen of Rock & Roll" est sortie de sa retraite, entamée en 2014, afin de revisiter son tube "What's Love Got To Do With It" en compagnie du hitmaker. « Je n'arrive pas à croire que je publie une collaboration avec Tina Turner ! "What's Love Got To Do With It" est l'une de mes chansons préférées de tous les temps, et il est surréaliste d'avoir l'occasion de travailler avec une artiste aussi légendaire. Dévoilée ce vendredi, cette relecture de "What's Love Got To Do With It" est plutôt sage. En effet, la mélodie du tube de Tina Turner a été gardée, sur laquelle Kygo rajoute les beats tropical house qui font son succès depuis des années. Sorti en 1984, "What's Love Got To Do With It" reste encore à ce jour le plus gros tube de Tina Turner et lui a permis de revenir au sommet des charts, après dix années en solo plutôt difficiles. Numéro un aux Etats-Unis ou au Canada, le single sera inclus sur l'album "Private Dancer" qui s'écoulera à plus de 20 millions d'exemplaires dans le monde entier, grâce aux succès des titres "Better Be Good to Me" ou "Private Dancer" ainsi que des reprises "I Can't Stand The Rain" ou "Let's Stay Together". Ce nouveau hit calibré pour les radios s'accompagne d'un joli clip - un vrai - mettant en vedette Laura Harrier, la révélation de la mini-série événement "Hollywood" signée Ryan Murphy, proposée depuis le 1er mai sur Netflix. Plus glamour que jamais, l'actrice afro-américaine campe dans "What's Love Got To Do With It" une célébrité qui, derrière le strass et les paillettes, est bien malheureuse en amour.

AP

Décès du peintre-plasticien Ahmed Benyoucef Stambouli

L'artiste plasticien Ahmed Benyoucef Stambouli est décédé vendredi à Miliana, à l'âge de 64 ans, des suites d'une longue maladie. Né en 1957 à Miliana, Ahmed Benyoucef Stambouli, avait fait ses études à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris, avant d'enseigner le dessin à l'Ecole régionale de Mostaganem de 1987 à 1998. Le défunt compte à son actif plusieurs expositions collectives et individuelles, réalisées depuis 1989 dans plusieurs villes d'Algérie, Mostaganem, Oran, Tipaza, Alger et Constantine notamment, et avait travaillé en Tunisie et en Libye entre 1999 et 2001. Durant son parcours artistique, l'artiste à la signature emblématique aux motifs berbères, avait été membre de plusieurs collectifs, dont l'Association Internationale des Arts Plastiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco) et l'Union nationale des Arts plastiques, en Algérie et en Tunisie et avait également occupé, dans son domaine, plusieurs postes de responsabilité. Concepteur de plusieurs fresques murales et de décorations de façades d'établissements publics, Ahmed Benyoucef Stambouli a également réalisé une stèle à l'effigie de Ali La Pointe (Ali Ammar, de son vrai nom), martyr de la Révolution, et l'illustration de couvertures de recueils de poèmes, pour le compte de la Direction de l'Education nationale.

APS

POUR SON LIVRE "THE YIELD"

Tara June Winch remporte le prix Miles Franklin 2020

L'auteure de *Wiradjuri*, Tara June Winch, a remporté le Miles Franklin Literary Award - le prix d'écriture le plus prestigieux d'Australie doté de 60 000 \$ - pour son roman *The Yield*. Le prix a été créé par et nommé d'après Miles Franklin, qui voulait un prix pour «l'avancement et l'amélioration de la littérature australienne». Le prix récompense des livres de la plus haute valeur littéraire qui présentent la vie australienne dans n'importe quelle

phases. Tara est la quatrième auteure autochtone australienne à remporter le prix, après la lauréate de l'année dernière Melissa Lucashenko, Kim Scott (qui a partagé le prix en 2000 pour *Benang* et qui l'a remporté à nouveau en 2011 avec *That Deadman Dance*) et Alexis Wright. Pour la première fois dans l'histoire du prix, le gagnant a été annoncé via une présentation YouTube en direct, jeudi, à la suite de la pandémie de COVID-19.

R.C



TÉLÉ

Scorpion

21h05



La mission consiste à retrouver les dépouilles de dix hommes, sur un chantier au Vietnam.



Section de recherches

21h05



Marianne Giraud, quadragénaire et mère de deux enfants, est retrouvée assassinée dans un couvent.



SÉRIES FILMS Entre deux mères

21h05



A 4 ans, Alice Leroy disparaît sur une plage. Déclarée noyée, la fillette n'est pas retrouvée.



Mouniès président par les Chevaliers du fiel

21h05



A deux jours du premier tour de l'élection présidentielle, un douzième nom s'ajoute à la liste des onze candidats à la fonction suprême.

VISION



france-2 Django

21h05



En 1943 en Europe, les tziganes sont persécutés et massacrés par les nazis.

STAR Chicago Fire

21h00



Le chef Boden ordonne à tous les pompiers d'effectuer un test antidrogue de routine.

arte

Mulholland Drive

21h00



Une nuit à Mulholland Drive. La passagère d'une limousine échappe à des tueurs grâce à un accident.

Wael Jassar
choisi comme
ambassadeur de
la paix et de la
bonne volonté



Le Centre arabo-européen des droits de l'homme et droit international (caedhi) des Nations Unies, a déclaré avoir choisi le célèbre chanteur libanais Wael Jassar comme ambassadeur de la paix et de la bonne volonté en raison de ses grands efforts sur les plans humanitaire, social et artistique.

Jassar a été nommé par le vice-président des relations internationales et de la diplomatie du centre Asma Ben Said et la nomination a été approuvée par tous les membres du jury. Commentant son choix, le Centre arabo-européen pour les droits de l'homme et le droit international a expliqué que la célèbre star libanaise est très appréciée par la société arabe pour ses énormes contributions sociales, humanitaires et artistiques.

Jassar a participé à de nombreuses initiatives artistiques et humanitaires qui démontrent son rôle important dans les crises et les tribulations et son soutien continu aux sociétés arabes. Il a créé un pont artistique entre les frontières et les continents et a porté le message de la paix, de la coexistence sociale. Le Centre arabo-européen est une organisation internationale indépendante, à but non lucratif et volontaire approuvée par les autorités norvégiennes en 2006 et enregistrée auprès de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Dans le cadre de l'initiative du ministère égyptien de la Culture "Stay At Home. Culture is between Your Hands", un concert pour Jassar a été diffusé sur la chaîne Youtube officielle du ministère le 25 mai passé.

De plus, la star libanaise a récemment sorti un clip vidéo de sa nouvelle chanson "Matghehsh thawany" (Ne partez pas une seconde). La chanson est écrite par Khaled Taj el-Din et composée par Walid Saad. Le clip vidéo de la chanson a été tourné au Liban.

De plus, Jassar a récemment présenté "Ghorbet Hob", la chanson thème de la série "Khetm el-Nemr" qui a été diffusée sur ON channel. La chanson est écrite par Menna Adly el-Qaei et composée par Ihab Abdel Wahid. La star libanaise a également interprété "Eih Eli Wasalna Lekeda", la chanson thème de la série égyptienne "Hawadit el Champs-Elysées" diffusée récemment. La chanson est écrite par Amir Teama et composée par Walid Saad.

Quotidien National d'Information
Edité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication

Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

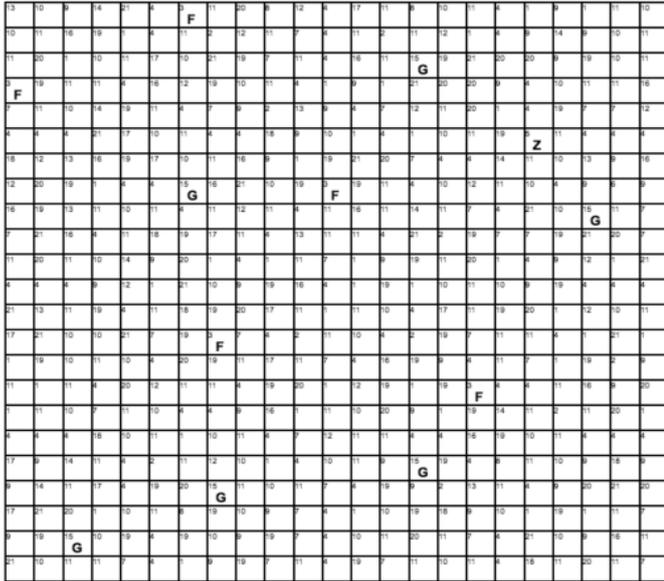
Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger
Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Mots placés N° 03



F Z F G F G F G F G G

insolite

Un chien attend trois jours son maître à l'entrée de l'établissement où il est hospitalisé

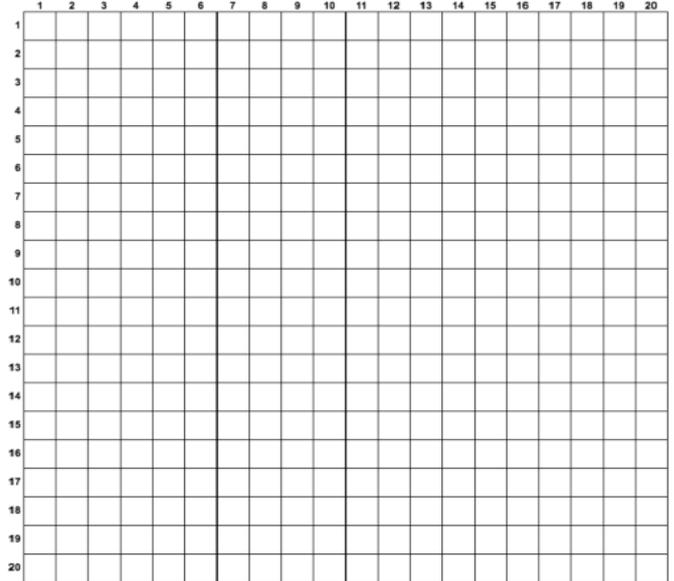
Un chien a été remarqué en train d'attendre son maître, malade du Covid-19, à l'entrée d'un hôpital péruvien. Il y est resté plusieurs jours. Le personnel de l'établissement a tenté de lui porter secours. Un chien attendait depuis plusieurs jours le retour de son maître, atteint du Covid-19, devant l'hôpital d'Almenara, à Lima, rapporte le site Expreso. L'animal serait arrivé jusqu'à l'établissement en suivant l'ambulance qui transportait son propriétaire. Après deux jours d'attente, Meli Valderrama, une employée de l'hôpital, a décidé de poster un message sur Facebook avec quelques photos du chien pour demander de l'aide et en particulier de la nourriture pour l'animal.



mené chez le vétérinaire. Ils l'ont baptisé Firco. Ils continuent de poster des photos de son quotidien sur les réseaux sociaux. Jusqu'ici, aucun des médecins de l'établissement n'a reconnu l'animal. Le sort de son propriétaire reste pour l'heure inconnu.

Recueilli par le personnel de l'hôpital Meli Valderrama et d'autres employés ont finalement recueilli le chien. Ils lui ont trouvé une niche, des vêtements adaptés et l'ont em-

Grille muette N° 06



Horizontalement

1 Longe les côtes et aborde le bassin.- Condition anglaise.2 Relatif au quart d'an.- N'est pas en bonne voie.- Un bleu.3 Posé.- Une malheureuse pièce.- Grand lustre.4 Bonne résolution.- 20ème de sa série.- Fait revenir sur la berge.5 Passage du capitaine.- Branla son chef.- Apporte le reste à son retour.6 Chiisme iranien.- Gestion des déchets.7 Asiatiques bien élevées.- Chercheurs méconnus.8 Fromage à pâte persillée.- En réserve au Colorado.- Pas nue.9 Dans le 50.- Soeur de charité.- Américain ou européens selon le sens.- Chambre à air.10 Traitée de haut.- Tournait.- Vaut plus.11 Sa bonne tenue rassure.- Mise en conformité.12 Voisin de Huron.- Prêts à manger le morceau.- Dans le 63.13 Nationalisa le Canal de Suez.- Pointes de bois.- Arrive à terme.14 Baisse.- Coeur ou estomac.- Bout de bois.15 Chambres à air.- Partie de contrat.- Roi cruel.- Ficelle du métier.16 Coupe à travers bois.- Passage hésitant.- Répétées à l'infini.- Pièce de soutien.17 Veste de la princesse de Galles.- Province du trèfle.- Ignora.18 Élu gascon.- Branche d'arbre en un sens.- Homoncule à redresser.- Refait.19 Fermerons les yeux.- 3ème sous sol.- Barre barre.20 Éprouvé.- Bouche-trou.- Repart au foyer.

Verticalement

1 Voix d'eau.- Voie d'eau.2 Bat de l'aile.- Un poil épais.- Mine.3 Chargions le panier.- Gène générée.- Terme de la précédente.4 Évita.- Plus illuminés qu'éclairés.- Doyennes.5 A perdu son emploi.- Prend facilement la mouche.- Chef d'édition.- En pleine réception.6 Indication calendaire.- Montre.- Un truc à la noix.- Travaille pour des prunes.7 Privaient de soutien.- Réunion de ministres.8 Animal à poil.- Se soigne en public.- Élimineras.- Rogne de vieux bouquins.9 Réserve d'essence.- Mortier.10 Perdais connaissance.- Lutteur jaune.- Fait pleurer jaune.11 Fort.- Évite de se mouiller.- Absence de lumière.12 Pronom.- Pronom.- Posés.- Dore sans fumet.13 Mater.- Taillés au plus justes.- Étale sa science.14 Reprise à bailler.- Firent du plat à l'ancien.- Tague au pied du mur.15 Queues d'assemblage.- Canton suisse.- Du lever au coucher.16 Blé de l'Est.- Dure de la feuille.- Fragile de la queue.17 Pause.- Note.- Dans le 84.18 Mettons en lumière.- Histoire d'O.- Possède.19 Amoureuse en herbe.- Un bon principe.- Pronom.- Pompes en marche.20 Suivre avec hauteur.- Celtique blonde.- Page d'accueil.

Mots croisés grille N° 06

Horizontalement

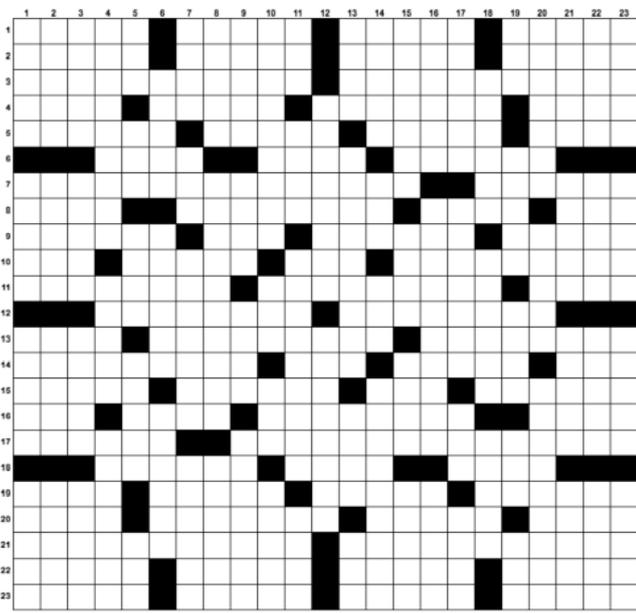
1 Marque de félicitations.- Lézardé.- Libanais très connu.- Toucher attentivement.2 Fait ce qui est toujours utile avant de rendre sa copie.- Troublées.- Bouleverse.- Qui ne distribue pas volontiers.3 Tresse.- Plus dangereux ici de rencontrer sa bactérie que son régiment.4 Abandonnée.- Émettre ou refléter de la lumière.- Recherche dans l'obscurité.- Bien vrai.5 A qui on a apporté son repas.- Danse brésilienne.- Transparent.- Qui est né.6 Colorant naturel jaune brun ou rouge.- Ce qui revient à quelqu'un.- Porte malheur ou porte chance.7 Beaux parleurs.- Qui se fait de vive voix.8 Joint.- Honore en proclamant ses mérites.- On en parle avec des brancards quand il est question de protestation.- Dirigea.9 Laisse partir.- Piégée.- Qui reçoivent des leçons.- Plantes herbacées.10 Plancher.- Pimenté.- Gran de ouverte.- Outils volontaires ou involontaires.11 Qui excite désagréablement les nerfs.- Essayaient.- Véhicule rac-courci.12 Véhicule automateur.- Déterminer la proportion.13 Écoute.- Supprimer les bourgeons du tronc.- Obi d'ici.14 Qui ont du mordant.- Vaste étendue.- Pariée.- De bonne heure.15 Pour un trait ou un coup de feu.- Filles de famille.- Attacha.- Apprécia.16 Quart chaud.- Multitude formant un groupe compact.- Qui devine les choses.- Mouvemment spontané.17 Donner un nouveau labour.- Un après l'autre.18 Qui a été or-

donné.- Marque d'inquiétude ou d'effort.- Prendre connaissance du contenu.19 Lieu de rangement des bouteilles.- Qui va manquer de vie.- Répondit à une action.- Glissa sur le sol.20 Qui accompagne.- Introduit dans la bouche.- Pied de deux syllabes.- Petite bourrique.21 Prétendras le contraire.- Qui réunit plus de deux éléments.22 Rendu amer.- Me déplacerais.- Courroies fixées au harnais.- À haute voix.23 Bordures de la forêt.- Que je le fasse pour ne pas le dire.- Affluent du Rhône.- Pièces de serrures.

Verticalement

1 Des fois un peu trop courts.- Soufflé avec pression.- Regroupement de huit caractères binaires.- La boisson chocolat.2 Ne reconnais plus.- Assemblage.- À ordures pour une poubelle.- Être en possession.3 Va toujours avec ego.- Ouvrage faisant autorité.- Aller au hasard.- Mange un plat froid.4 Change radicalement d'avis ou de direction.- Bramier.- Vision de mort.5 Enlève.- Vraiment pas loin.- Révisé.- Mettre en valeur.- Thymus du veau.6 On le dit grand quand il est expert.- Stupéfies.- Insuffisance rénale.7 Qui est très épris.- Région du Sahara.- Qu'on attendait pas.- Le fit avec une perche pour m'aider.8 Troubles qui naissent de l'appréhension.- Donne une certaine puissance.- Hurlera comme un fauve.9 Fera du tort.- Glorifie.- Partie destinée à soutenir l'objet.- Ouvrirai tout

grand.10 Qui ne sait plus où il en est.- Geste que la répétition rend ridicule.- Poil protecteur.- Tire le lait.11 Utilise de façon prolongée.- Charpente qui supporte les diverses pièces d'une machine.- Cris de ruminants.- Oûie de violon.12 Avec des montants bien définis.- Préposés aux essais.13 Cette chose.- Retoucher légèrement.- Produit de la dégradation des acides aminés de l'organisme.- Répartition des lettres.14 Mets en circulation.- A fait sa première sortie.- À souffler ou à siffler.- Longueurs de marchandises sur des rayonnages.15 Répugnances.- Distingue.- Se fit manger par des larves (se)- Enveloppe de la forme de l'objet.16 Faire perdre de l'argent.- Congé-diat.- Manteau de pluie.17 Qui montre une certaine surprise.- Façonnées avec une machine.- Souvent conducteur quand il est rouge.- Point de départ ou d'appui.18 Qu'on a de naissance.- Rainurée.- Enlever la totalité.19 Écorce pulvérisée.- De petits riens qui peuvent faire beaucoup.- Bourricots.- Longue durée.- Ce qu'il y a de mieux.20 Endommager lors du transport ou de l'entreposage.- S'esclaffait.- Hardi à l'ex-cès.21 Pour dormir sous ses deux oreilles.- Bavardage volubile.- Qui peut servir.- Il y a longtemps (d').22 Déambules.- Dirigent dans une certaine direction.- Oeuvre d'imagination.- Appareil pour tenir chaud.23 Pour qui on a suffisamment voté.- Corde à noued coulant.- Existant.- Petites baies.



L'ancien ministre Moussa Benhamadi décède du coronavirus

L'ancien ministre des télécommunications, Moussa Benhamadi est décédé suite à sa contamination par le coronavirus, indiquent vendredi soir plusieurs sources concordantes, précisant qu'il est décédé à l'hôpital Mustapha Bacha à Alger. Moussa Benhamadi avait été ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication entre 2010 et 2012, et député FLN à l'APN entre 2002 et 2007. Il avait occupé aussi le poste de PDG d'Algérie Télécom entre 2008 et 2010. Moussa Benhamadi avait été placé en détention provisoire le 19 septembre dernier, dans le cadre de l'enquête sur l'affaire du groupe Condor qui appartient à sa famille. Deux autres des frères Benhamadi se trouvent encore en détention.

LA NATION

DIMANCHE 19 JUILLET 2020

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
03:42	12:45	16:43	20:06	21:50

Météo

Alger	● 31	Tizi Ouzou	☁ 33
Tiaret	● 34	Béjaïa	● 31
Constantine	● 30	Oran	☁ 28

LAGHOUAT : Trois morts dans un accident de la route

Trois (3) membres d'une famille ont trouvé la mort suite à un accident de la circulation survenu dans la nuit de vendredi à samedi près de Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile (PC). L'accident s'est produit sur la route nationale (RN-1), au niveau du tronçon reliant Laghouat à Ghardaïa, au point kilo-

métrique (PK) 431, au lieu-dit "Bou-trakfine", t-on indiqué. Un véhicule touristique immatriculé dans la wilaya d'Illizi en route vers la wilaya de Tiaret a dérapé causant la mort sur place de trois passagers âgés entre 3 et 35 ans, et des blessures à trois autres âgés entre 10 et 42 ans, parmi eux un cas grave, selon la même source. Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'établissement public hospitalier "H'mida Ben Ajila" de Laghouat, où ont été également évacués les blessés, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

Emigration clandestine : Saisie de deux embarcations à El Tarf

Deux (2) embarcations de fabrication artisanale destinées aux réseaux d'émigration clandestine ont été saisies à El Tarf et quatre individus impliqués arrêtés, a rapporté hier le chargé de communication à la Sûreté de wilaya d'El Tarf. Les services de la police de la bri-



gade de recherche et d'investigation (BRI) d'El Tarf ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation de ce présumé coupable et trois de ses complices, a-t-il indiqué. Les éléments de la BRI ont également récupéré deux embarcations artisanales ainsi que deux moteurs, 4 gilets de

sauvetage, un bidon de carburant de 20 litres et une tenue de plongée, a précisé la même source. Une quantité de comprimés psychotropes, des armes blanches et des sommes d'argent, en devise et en dinar algérien, ont été retrouvées en possession des mis en cause, selon la même source. Aussi, 10 candidats à l'émigration clandestine, issus de différentes wilayas du pays, ont été arrêtés dans la ville côtière d'El Kala dans le cadre de cette affaire, a-t-on signalé. Les deux principaux mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt et leurs deux autres acolytes ont été mis sous contrôle judiciaire, alors que les dix candidats à l'immigration clandestine ont été libérés, a-t-on conclu.

TIARET: Décès d'un plongeur d'une opération de repêchage

Un plongeur de la Protection civile est décédé lors d'une opération de repêchage de deux personnes ayant trouvé la mort dans un puits à Tiaret, indique vendredi un communiqué de la Protection civile. Il s'agit du "martyr du devoir, le ca-

poral Khaled Zouatnia (43 ans), décédé suite à l'intervention des unités de la Protection civile de la wilaya de Tiaret pour le repêchage de deux personnes décédées dans un puits, lors d'une opération de nettoyage, au lieu dit El Machref", précise la même source.

EL TARF : Démantèlement d'un atelier clandestin de fabrication d'armes blanches

Les services de la Sûreté de daïra de Boutheldja (El Tarf) ont démantelé un atelier clandestin spécialisé dans la fabrication d'armes blanches, a-t-on appris samedi du chargé de la communication à la Sûreté de wilaya (SW). Suite à des plaintes émanant de victimes d'un agresseur usant d'une épée traditionnelle pour agresser et terroriser ses victimes, les services de police ont ouvert une enquête qui a permis d'arrêter un suspect, a ajouté l'officier Oussama Abdelaiz. L'auteur présumé des agressions à l'arme blanche a avoué

que l'arme blanche provenait d'un atelier clandestin spécialisé géré par un individu de la localité de Boutheldja, a-t-on souligné. La perquisition du lieu indiqué a permis de saisir différents outils utilisés dans le cadre de la fabrication d'armes blanches, telles que des épées traditionnelles, des sabres, des couteaux et bâtons, exploités par des agresseurs pour des bagarres ou pour s'en prendre à leurs victimes, a-t-on précisé. Présentés devant le magistrat instructeur près le tribunal d'El Tarf, les deux individus ont été placés sous mandat de dépôt, a-t-on conclu.

LUTTE CONTRE LA COVID-19 Campagne nationale de solidarité avec les staffs médicaux



Une campagne nationale de solidarité avec les staffs médicaux mobilisés sur le terrain pour lutter contre la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19) dans le pays sera lancée prochainement, a annoncé hier, le ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi. Prononçant une allocution lors d'un colloque national tenu par

visioconférence intitulé «Une fatwa en adéquation avec la réalité de la société», le ministre a indiqué que son secteur lancera une campagne de solidarité avec les médecins qui accomplissent un travail colossal en matière de lutte contre le nouveau Coronavirus, cet ennemi qui nécessite la mobilisation de tous pour soutenir cette catégorie». Les oulémas et les imams de la Nation prôneront, à l'adresse des citoyens, la prise de toutes les mesures préventives face à cette pandémie dans l'objectif de «préserver les vies humaines», a assuré M. Belmehdi. Le travail de la Commission nationale de la Fatwa consiste à être

en phase avec toutes les étapes d'évolution de la société et à l'orienter, conformément aux textes coraniques et à la tradition prophétique (Sunna), en veillant à la préserver de tout mal, notamment en matière de lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus dans le pays, a-t-il soutenu. Indiquant que les membres de la société se réfèrent à la Commission de la Fatwa, composée d'oulémas aguerris à l'exercice de la Fatwa en fonction de l'évolution de la société, M. Belmehdi a mis en avant le rôle de ladite commission dans l'accompagnement de la société pour faire face à la Covid-19.

MEXIQUE:

Au moins 23 corps retrouvés dans une fosse

Au moins 23 corps ont été découverts lundi dernier dans une fosse clandestine située non loin d'une base de la police municipale près de Guadalajara, la deuxième plus grande ville du Mexique, a annoncé vendredi le parquet local dans un communiqué. Sur ces vingt-trois corps, trois ont d'ores et déjà été identifiés et les familles des victimes ont été prévenues, a précisé le parquet de l'Etat de Jalisco. La fosse a été mise au jour dans une propriété située entre deux maisons et à seulement trois pâtés de maisons d'une base de la police d'El Salto, une municipalité située à la périphérie de Guadalajara. Avec 487 cadavres exhumés, Jalisco est l'Etat qui compte le plus grand nombre de corps retrouvés dans des tombes clandestines depuis la prise de fonctions de l'actuel gouvernement en décembre 2018, selon un rapport de la



Commission nationale de recherche des personnes disparues publié cette semaine. Situé dans l'ouest du pays, cet Etat connaît une violence croissante depuis plus de cinq ans en raison de la présence du puissant cartel de drogue, Jalisco Nueva Generación (CJNG).

CORONAVIRUS EN ALGERIE 601 nouveaux cas et 11 décès en 24 h

Le nombre des contaminations au nouveau coronavirus ne cesse de grimper en Algérie, avec l'enregistrement de 601 nouveaux cas et 11 décès. Ainsi le nouveau bilan donne un autre record des contaminations et fait grimper le nombre total des cas confirmés dans le pays à 22549 cas et calli des décès grimpe à 1068 morts a indiqué ce samedi à Alger le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

SKIKDA

Repêchage du corps d'une femme noyée

L'unité secondaire de protection civile d'Azzaba dans la wilaya de Skikda est intervenue vendredi soir, pour repêcher le corps d'une jeune femme, noyée sur la plage non gardée de Guerbaz, (Est du chef lieu), a-t-on appris auprès des services de ce corps constitué. La dépouille de la victime, âgée de 25 ans, originaire de Constantine a été acheminée vers la morgue de l'hôpital d'Az-

zaba, a précisé la même source. A l'occasion, les services de protection civile de la wilaya de Skikda ont tenu à réitérer leur appel aux citoyens les conseillant de faire preuve de vigilance et de prudence, et se conformer aux mesures préventives prises pour endiguer la propagation de l'épidémie de coronavirus, rappelant que les plages demeurent fermées et la baignade interdite.